Parti Socialiste
Convention nationale de Paris
Samedi 29 avril 1978

Sommaire

Le président (André Labarrère) 1
Pierre Mauroy 1
André Chandernagor 15
Pierre Mauroy 15
Louis Mermaz 15
Pierre Guidoni (Aude) 16
Pierre Guidoni (Aude) 17
Clermont (Tarn) 20
Jean Maire (Val d'Oise) 21
André Laignel (Indre) 23
Puaux (Vendée) 24
André Girard (Puy de Dôme) 26
Françoise Gaspard 28
François Mitterrand 29

Séance du samedi 29 avril, matin

La séance est ouverte sous la présidence de André Labarrère.

Le président (André Labarrère)

La Convention nationale est ouverte.
Mes chers camarades, nous allons commencer l'appel des fédérations. Je vous prie de vouloir bien vous asseoir et je demande aux journalistes et aux photographes de vouloir bien sortir.
Marie-Jo Pontillon va procéder à l'appel.
(Il est procédé à l'appel des fédérations)
Mes chers camarades, entre les deux tours des élections législatives, un des meilleurs d'entre nous a disparu en accomplissant son devoir de militant. L'absence d'André Boulloche est cruellement ressentie au groupe parlementaire et au Parti. Je demande à la Convention de bien vouloir observer une minute de silence à la mémoire de notre camarade.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Nous commençons par le débat sur le quitus. La parole est à Pierre Mauroy pour le rapport.

Pierre Mauroy

Chers camarades, ce matin le débat va porter sur le quitus, c'est-à-dire que ce sera surtout l'occasion de vous entendre nous présenter les observations, les

Fondation Jean-Jaurès

propositions des fédérations et des sections. Je voudrais, très rapidement, vous présenter le rapport d'activité depuis la dernière Convention, c'est-à-dire depuis les 5 et 6 novembre 1977.

Est-il besoin de souligner l'importance de cette journée dont l'enjeu est la remise en ligne du Parti Socialiste après la défaite de la Gauche ? Nous avons beaucoup de choses à nous dire, mais c'est peut-être aussi le moment de nous rappeler, au milieu de tout ce qui se dit ici, là ou ailleurs, que le Parti Socialiste, né à Epinay, n'a que 7 ans d'existence, et quelle progression, que de succès en ce laps de temps finalement si court ! Notre Parti n'a cessé de grandir et d'aller de l'avant, d'élargir son audience, d'enrichir son projet, jusqu'à ces élections victorieuses qu'ont été pour nous les cantonales de 1976 et les municipales de 1977. Le fait que le Parti Communiste ait, par une polémique inutile et excessive, entravé l'élan de la Gauche et délibérément organisé la stratégie de l'échec, a provoqué, bien sûr, la déception et créé le premier doute dans le Parti.

Mais les militants savent que le scrutin paradoxal des 12 et 19 mars est, en fait, celui de la victoire dans la défaite. Ces élections ont porté le Parti Socialiste à un niveau qu'il n'avait jamais atteint dans une élection nationale et, de plus, le rapport de forces vis-à-vis du Parti Communiste est inversé en notre faveur. Alors, l'heure n'est certainement pas au pessimisme, mais à une analyse critique de la situation nouvelle dans laquelle se trouve désormais le Parti.

De nos Conventions fédérales, d'ailleurs, il ressort que le stade de la déception est désormais dépassé. Qui d'ailleurs a pensé que la victoire du Socialisme serait facile ? Appartenant à cette grande histoire qui prend sa source dans les révoltes prolétaires du 19ème siècle, nous savons quels efforts a nécessité chacune des étapes de la conquête du pouvoir. Les conditions dans lesquelles la Droite a gagné cette élection laissent d'ailleurs penser qu'elle a remporté moins une victoire qu'un sursis.

Je dois dire que ces Conventions préparatoires, finalement, se sont déroulées dans un climat très particulier? Je voudrais signaler en tout cas celui de ma fédération et j'imagine que beaucoup de ceux qui représentent ici les fédérations ont connu le même climat : les camarades sont montés à la tribune pour dire, sans doute, leur déception, mais au-delà de leur déception pour faire, selon leur tempérament, des propositions et des critiques ou des critiques et des propositions, et en tous les cas, en ce qui concerne ma fédération, je voudrais dire à la Convention nationale, et le dire parce que c'est un peu en hiatus avec ce qui semble se passer sur le plan national, que dans l'intervention des camarades qui se sont exprimés, on finissait par ne plus reconnaître ceux qui étaient du courant 1, du courant 2 ou les nuances qui pouvaient exister. De la part des camarades il y avait la volonté Socialiste, dans une période qui est difficile, dans une période qui est dangereuse, dans une période où nous pouvons remettre en cause les sept ans d'efforts que nous avons faits ensemble autour de François Mitterrand, de permettre au Parti Socialiste de poursuivre, de continuer, et demain d'avoir d'autres succès et finalement la victoire !

Je crois que la tonalité de cette Convention, elle doit être celle-là.

Alors, premier problème : faut-il un Congrès, un Congrès immédiatement ? Je

crois que dans une période qui est une période d'interrogation, dans une période qui est une période de propositions, où d'ailleurs les propositions vont un peu dans tous les sens, où on entend au niveau du Parti une proposition, et bientôt son contraire, sans que nous soyons véritablement au niveau d'une synthèse, il est clair que le Parti n'est pas en état - et d'ailleurs, si on l'a demandé un certain temps, on ne le demande plus - de tenir un Congrès immédiatement.
Ce Congrès serait une obligation si des voix s'élevaient dans le Parti pour mettre en cause la stratégie d'union de la Gauche et s'il y avait, au cours de cette journée, des camarades délégués, mandatés par leur fédération, pour mettre en cause cette ligne politique. Mais il n'y a pas une voix qui s'est élevée dans ce sens, et dans ces conditions ce que souhaitent beaucoup de camarades c'est préparer nos débats, les préparer soigneusement, pour qu'au moment où nous allons tenir des assises qui seront décisives, que ce soit celles sur le Projet Socialiste, que ce soit notre Congrès ordinaire, cela puisse se faire dans des conditions telles que ce soit la chance du Parti Socialiste, et non pas la chance malsaine des uns, des autres, etc.
C'est pourquoi au nom du Bureau exécutif je vous propose le calendrier suivant : d'abord, une Convention ordinaire en octobre prochain. Cette Convention d'octobre aura, entre autres, à donner quitus aux organismes centraux, suivant l'habitude de la Convention, à se préoccuper du règlement intérieur, j'en parlerai tout à l'heure. Ensuite, les organismes centraux du Parti, Bureau exécutif, Secrétariat, mettront en route le débat sur le Projet Socialiste. Un texte préparatoire» sera prêt en juillet pour être diffusé aux sections et aux fédérations et nous proposons une Convention pour adopter - ayant pouvoir de Congrès - ce projet Socialiste en février, conformément au calendrier annoncé par le Premier secrétaire dans sa lettre aux fédérations.
En ce qui concerne le Congrès du Parti, normalement le Congrès ordinaire devrait se tenir en juin. En juin, vous le savez, il est prévu maintenant des élections pour le Parlement européen, le 10 juin, et dans ces conditions il faut avancer ce Congrès ordinaire ; la proposition, c'est de l'avancer en avril.
Voilà les propositions du Bureau exécutif. Je crois que nous avons beaucoup de choses à discuter ce matin et il serait vraiment dommage que la discussion porte sur un calendrier ou sur des dates. En tous les cas, l'intention du Bureau et du Secrétariat est de vous proposer ces dates en tenant compte surtout du souci essentiel d'organiser le débat.
Or, mes camarades, est-il concevable, si on avançait encore le Congrès, étant donné qu'il y a les élections cantonales, et les élections pour le Parlement européen, par exemple d'avoir un seul Congrès pour discuter à la fois du projet Socialiste, des orientations, et finalement procéder à l'élection de la nouvelle Direction du Parti ?
Ce serait un Congrès qui durerait pratiquement une semaine? Jamais nous ne nous sommes réunis une semaine, cela pose de nombreux problèmes, et ce que nous pensons c'est qu'au niveau de nos sections et de nos fédérations, le télescopage de la discussion finale, de la discussion sur le projet Socialiste, avec la discussion sur les orientations et sur la mise en place d'une nouvelle direction,

entraînerait des confusions.
Nous pensons qu'il est beaucoup mieux qu'avec méthode nous puissions avoir ce long débat sur le projet Socialiste indispensable, avec sa conclusion en février, disposant de mars, avril, pour organiser d'autres Congrès ordinaires, dans de bonnes conditions, après les cantonales, et avant l'élection pour le Parlement européen.
En tout cas, nous saisirons la Commission des résolutions de ces propositions du Bureau exécutif, et il vous appartiendra de les commenter, de les critiquer, et éventuellement de les adopter le moment venu.
Alors, aujourd'hui, un débat sur quel thème ?
Tout d'abord, le vote du quitus. C'est un rapport qui va vous paraître un peu conventionnel, c'est pourquoi je ne donnerai que les têtes de chapitre. Puisque nous sommes depuis novembre dans la préparation des élections et que les élections sont dépassées, revenir sur la préparation des élections, bien sûr c'est sans doute un peu tard.
Je veux simplement mentionner que le Parti, pendant cette période de novembre à maintenant, a précisé ses positions dans des domaines importants : la défense nationale, le droit des femmes - une convention qui a été réussie, mais on peut regretter qu'on n'ait pas trouvé la traduction quant au nombre de députés femmes élues à l'Assemblée Nationale ; mais cela, c'est un problème sur lequel nous reviendrons -, les problèmes de l'énergie, ensuite, le Parti s'est mis en état de gagner les élections.
Je ne vais pas ici faire le détail de tout ce qui a été fait, des mesures particulières qui ont été prises, telles que la création d'un SVP-Candidat, mais ce que je peux dire c'est que l'ensemble des dispositions arrêtées par le Parti a sans doute marqué un effort d'organisation et d'efficacité, que le Parti n'avait jamais atteint dans les campagnes précédentes.
J'ajoute que des dispositions, au niveau des responsabilités avaient été prises pour qu'à côté des responsables qui étaient tenus dans leur propre circonscription et par de nombreux meetings il y ait en permanence des responsables nationaux. La Commission Jaquet-Dayan a suivi au jour le jour la préparation de ces élections avec la participation des secrétaires nationaux qui étaient à Paris, et des dispositions avaient été prises au niveau du secrétariat. En octobre, Daniel Percheron avait, vous le savez, été désigné comme Secrétaire national adjoint, et en janvier, Marie-Jo Pontillon… Bref, nous avions pris toutes les mesures, et je pense que sur le plan du matériel, sur le plan de l'argumentation, tout a été fait.
Alors, permettez-moi, ici, pour résumer, de saluer l'extraordinaire travail de nos candidats et de l'ensemble des militants, de tous ceux qui ont été élus ou pas élus, et permettez-moi de saluer aussi l'effort tout à fait exceptionnel de celui qui, dans cette campagne, a été le meilleur militant, je veux parler du Premier secrétaire, François Mitterrand.
Eh bien, que tous sachent que, malgré la défaite, leur travail exceptionnel contribuera à assurer la progression du Socialisme dans le pays.
Le bilan de l'élection : une victoire dans la défaite. Faisons l'analyse du scrutin

rapidement.
Le Parti Socialiste est la première formation politique en France. Vous avez, je crois, un document avec les informations sur l'ensemble des fédérations.
Avec 6,5 millions de voix, soit près de 23%, et plus de 7 millions de voix, soit près de 25% des suffrages, avec les radicaux de gauche qui étaient nos candidats communs dans 31 circonscriptions, le Parti Socialiste enregistre un gain de 4 points sur 1973, ce qui constitue, je le mentionnais tout à l'heure, une montée considérable dans un pays où les oscillations de la pendule électorale restent, au total, assez faibles. Il suffit pour en avoir confirmation, d'examiner les résultats détaillés de chaque circonscription.
Certes, au vu du vote de confiance concernant le nouveau gouvernement Barre, l'opposition n'aura que 199 sièges à l'Assemblée Nationale, contre 290. Mais la Gauche obtient plus de 49% des voix au premier tour, comme au second.
Qu'il y ait désormais 103 députés Socialistes, dont un apparenté, 86 députés Communistes, 10 députés radicaux de gauche, ne rend pas exactement compte de la situation nouvelle créée par les élections législatives. Un déplacement de 1% des voix en faveur de la Gauche lui donnerait 59 sièges de plus et la majorité, et a titre indicatif, l'application de la proportionnelle départementale, telle qu'elle a fonctionné en France de 45 à 58, eut pu donner, dans la mesure où la comparaison est possible, une marge de quelques sièges à la Gauche.
Quant aux reports qui sont dans de nombreux cas médiocres entre les Partis de gauche, c'est un élément de notre débat politique. Au total, ce n'est certes pas la victoire, bien sûr, que nous attendions, mais il serait absurde de refuser de voir quel espoir elle représente pour l'avenir.
La vie continue pour le Parti, pour les sections, pour les fédérations, d'autres échéances nous attendent, et elles seront rapides ces échéances, les élections cantonales en 1979, mais tout particulièrement l'élection du Parlement européen qui, à côté de la question européenne, sera une consultation à nouveau du pays.
Ces différentes consultations, et en particulier celle de juin 1979, peuvent nous permettre de trouver une nouvelle dimension avant les présidentielles. Alors, le maître mot pour nous, c'est de poursuivre. "Le plus simple est de continuer", a écrit François Mitterrand. Comment en serait-il autrement ?
Nulle part n'est remise en cause la stratégie d'Epinay. Chacun sait que songer à quelque troisième force, répondre à l'appel des sirènes, n'aurait pas d'autre effet que d'offrir un nouveau bail de vingt ans à la Droite tout en laissant la part belle à un parti Communiste qui, dès lors, se dispenserait même d'évoluer. L'authenticité du Parti Socialiste lui interdit toute autre voie que celle de l'union de la Gauche.
Ce qui doit être examiné, c'est notre attitude, notre pratique de l'union de la Gauche. Cet après-midi, Lionel Jospin nous présentera une étude sur le comportement et l'évolution du Parti Communiste, et ce sera le débat important de notre convention.
Certes, nous avons vu apparaître au cours de cette négociation un visage du Parti Communiste que nous pensions révolu, un parti Communiste choisissant ses thèmes en fonction des coups qu'il allait nous porter, parfois en contradiction

même avec les thèses qu elle soutenait traditionnellement.
Il n'y a pas, il n'y aura jamais, dans ce pays, d'union de la Gauche sans problème. Etre lucide sur les différences, ce n'est pas les accuser. Le débat sur l'actualisation est probant À plus d'un titre. D'abord, parce qu'il nous a mis une fois de plus en présence d'un parti Communiste qui, fort de son analyse, justifie tous les comportements : hier les générations sacrifiées, aujourd'hui le maintien de la Droite au pouvoir. Au lendemain de la signature du programme commun de 1972, Marchais faisait l'inventaire de ces différences. Nous ne l'avons peut-être pas fait suffisamment. En tous cas nous le ferons cet après-midi !
Cependant, au milieu de l'affirmation de notre identité et de notre personnalité, il y a une convergence que nous devons maintenir, c'est celle de l'union de la Gauche, c'est la volonté de rester dans l'union de la Gauche. Aussi est-il important de réaffirmer aujourd'hui que le Parti Socialiste pour respecter toutes les élections la discipline naturelle de cette union à laquelle il n'a jamais manqué, y compris quand il était en seconde position.
Enfin, la solidarité de gestion au sein des municipalités doit être sauvegardée avec naturellement les règles de gestion que nous avons eues l'occasion d'ailleurs de rappeler il y a quelque temps.
Pour terminer ce qui est strictement ce rapport d'activité sur le quitus, je voudrais ajouter, parce que je crois que cette question a été agitée ici et par la presse, et qu'elle risque d'être dommageable pour le Parti, je veux parler de la question de la candidature Socialiste à la présidence de la République, que la candidature Socialiste à la présidence de la République risquerait de provoquer d'inutiles débats au sein du Parti et à l'extérieur, s'il n'y ait pas mis immédiatement un point final !
(Applaudissements)
L'élection est prévue en 1981, la prochaine convention précisera les modalités d'application de désignation de notre candidat. Eh bien, je l'espère, la convention dira ce soir que cette désignation interviendra au moment qui sera choisi selon l'opportunité par les instances élues et désignées à cet effet.
En ce qui me concerne, personnellement - et ce n'est pas le rapporteur qui parle -, devant cette convention réunie aujourd'hui, c'est clair pour moi en tout cas, Je dis que le plus qualifié pour remplir cette mission au nom du Parti Socialiste, est François Mitterrand.
(Vifs applaudissements)
Parfaire la construction du Parti Socialiste : j'ai des propositions très précises à communiquer à la convention sur le plan du règlement intérieur.
Dans un rapport qui va être très court, je ne voudrais pas me contenter de vous présenter des propositions de règlement intérieur. Il n'y a personne ici qui songe que c'est uniquement avec des propositions de règlement intérieur que nous arriverons à parfaire la construction du Parti Socialiste ou à permettre au Parti Socialiste un rayonnement accru, bien sûr.
Nous devons avoir le souci d'une meilleure organisation, le souci d'une meilleure administration, mais il est parfaitement clair que là où on nous jugera, que là où l'opinion finalement attend les Socialistes - alors qu'elle est prête à

Fondation Jean-Jaurès

suivre les Socialistes -, c'est sur le terrain des luttes et sur, finalement, notre projet en face de la politique de la Droite.
Nous ne devons pas perdre de vue que notre objectif reste de vaincre la Droite. La victoire, bien sûr qu'elle est possible, comment en serait-il autrement ? Les Français vont malheureusement s'apercevoir très vite des conséquences de leur vote de mars. Au plan économique, la Droite reconduit la crise en accélérant la restructuration du capitalisme s augmentation des tarifs publics, libération des prix industriels, ce qui diminue encore le pouvoir d'achat des consommateurs, c'est-à-dire des travailleurs.
Le procédé choisi écrasera au passage l'économie des petites unités de productions PMI et travailleurs indépendants.
Cette analyse a été faite au niveau du Bureau exécutif que cette politique actuelle de la Droite constitue la tentative la plus cohérente sans doute et la plus complète qu'ait faite la Droite française depuis près d'un demi-siècle pour tenter de répondre à la situation en appliquant jusqu'au bout son système de pensée et la logique du système capitaliste.
Elle n'aboutira qu'à aggraver le chômage et à diminuer le pouvoir d'achat, ainsi qu'à exacerber les problèmes de société que connaissent tous les régimes occidentaux.
Au plan politique, qui peut nier que la Droite soit déchirée de contradictions ? Dans ce temps si court qui nous sépare des dernières élections législatives, que de divergences révélées! Que de suspicion dissimulée ! Que d'ambition refoulée! Et quelle densité d'affrontement : la bataille du perchoir, la querelle sur l'ouverture, le désaccord sur les problèmes monétaires...
Nous avons entendu, lors du débat de politique générale, le R.P.R. énumérer les grands dossiers du désaccord, l'Europe, la proportionnelle, l'armée, comme autant de limites assignées à l'action du président, et chacun comprend que pour Giscard le temps de l'attentisme est terminé.
Gardons donc notre lucidité. La Droite est pour un temps sauvée par rapport à la Gauche, sûrement, elle n'est pas sauvée par rapport à elle-même, et gageons que d'ici peu Chirac assiégera Giscard. C'est la logique du combat pour les présidentielles, qui verra d'ailleurs s'affronter moins deux conceptions que deux ambitions.
La France n'a pas voté pour la Droite, mais contre une Gauche désunie, même investi de la confiance du Parlement, nous savons bien que ce gouvernement n'a pus la confiance du pays. Jamais sans doute un Premier Ministre n'exprima moins les aspirations des Français. La politique de Raymond Barre ne peut que mécontenter plus encore, la campagne terminée, la Droite doit payer l'addition à ceux qui ont été ses véritables soutiens, et soyons bien convaincus que son discours, même s'il a paru tel, en fait ouvre une perspective, la perspective de la Droite, mais qu'il est bien incapable de guérir la France de ses blessures profondes que sont les inégalités et les injustices, et seul le Socialisme représente toujours une réponse pour ce pays.
Une polémique grave a éloigné de nous une frange d'électeurs hésitants, mais c'est, je crois, un électorat qui potentiellement espère en nous, et que nous

devrions retrouver si nous poursuivons notre chemin, lors des cantonales et lors des élections pour le Parlement européen en juin prochain.
Vaincre la Droite, tel est bien notre objectif, et dans le cadre de l'union de la Gauche. Mais qui nierait que l'union de la Gauche, une union de la Gauche victorieuse, a pour condition un renforcement de l'identité Socialiste, et donc du projet Socialiste ?
Enrichir notre projet... je n'ai pas le temps ici de présenter un rapport, ce n'est pas le moment, sur ce projet Socialiste. Je veux en tous les cas faire trois commentaires rapides.
Premier commentaire, c'est bien vrai que le programme commun est caduque, il n'est pas question de l'actualiser, on n'a pas à rouvrir des négociations sur ce plan là. Mais c'est vrai aussi que les propositions qui sont dans le programme Commun, elles sont là, et le projet Socialiste reprendra beaucoup de ces propositions, si bien que le travail au moins sur ce point nous est facilité.
J'entends ici et là des camarades nous dire : au fond, la bataille que nous livrons entre nous c'est une bataille entre ceux qui sont pour le quantitatif et ceux qui sont pour le qualitatif. On voudrait rejoindre là le problème du SMIC à 2400 F. Eh bien je ne veux pas aller plus avant dans cette discussion qu'on retrouvera! Mais je ne crois pas à cette facilité de la distinction entre ceux qui sont pour le quantitatif et ceux qui sont pour le qualitatif. Notre projet devra être pour les deux, et on sera bien obligé de faire la synthèse. Mais ce que je voudrais dire à la Convention, c'est que pour ceux qui se dameront la peine de voir dans le détail le résultat des élections, ils s'apercevront d'une réalité française à laquelle on ne peut rien, à savoir qu'il y a une France pauvre, avec ses caractéristiques, celles d'une France pauvre qui a perdu les bases de l'industrialisation du 19ème siècle, et qui se trouve sans espérance, et ce ne sont pas seulement des terres de vieille industrialisation, ce sont aussi de vieilles terres rurales qui connaissent d'extraordinaires difficultés.
Eh bien pour ceux qui voudraient balancer le quantitatif et trouver que tout cela c'est superflu, je leur demande de bien voir que sur ces terres de la France pauvre, lors des dernières élections, le Parti Communiste s'est mieux comporté que le Parti Socialiste ! Il a même remonté le Parti Socialiste de façon presque irrésistible. Un avait l'impression que ce n'était pas le qualitatif et le quantitatif qui étaient en cause, c'était une certaine forme de la campagne du Parti Communiste qui répondait à l'attente de citoyens qui sont dans une grande désespérance.
C'est vrai que le Parti Communiste ayant choisi finalement de faire sa campagne pour cette France pauvre et d'y trouver des résultats, il a par contrecoup connu des difficultés dans la France moins pauvre, bien sûr. Il y a même perdu des points. Mais le projet Socialiste et la tache des Socialistes, ce n'est pas de couper la France en deux, c'est de faire un projet qui puisse répondre à la fois à cette France pauvre et à cette France moins pauvre.
Pour cela, il faut faire la synthèse de ce que les uns appellent le quantitatif et de ce que les autres appellent le qualitatif, et je pense qu'il faut même faire plus, et c'est ma troisième observation, c'est qu'à coté de la définition d'objectifs

nationaux, il y ait dans le projet Socialiste ou parallèlement, et dans des conditions et des formes qui seront précisées au moment de la responsabilité, c'est-à-dire au moment du choix, la définition d'objectifs régionaux, de façon à ce que la diversité des régions puisse compléter harmonieusement cette unité nationale que nous traduirons au niveau de notre projet avec nos objectifs nationaux.
(Applaudissements)
Autrement dit, il faut avoir un projet Socialiste qui soit, bien sûr, la définition d'une politique au niveau de la France, mais complétée par la définition d'objectifs au niveau des différentes régions, dans leur diversité, pour mieux renforcer l'unité de la communauté nationale.
Enfin, préciser les modalités du fonctionnement interne du Parti Socialiste- C'est mon dernier volet, et je veux vous le présenter rapidement.
Beaucoup posent le problème de la démocratie dans le Parti. Ils ont raison et ils ont tort. Nous sommes, de toutes les formations politiques, celle qui sert le mieux la démocratie, vraiment. On est même gêné de parler de ces problèmes d'améliorer le fonctionnement, d'améliorer la participation, car c'est vrai qu'en posant ces problèmes, on prête à certains qui ne font aucun effort, c'est bien visible, qu'ils soient de gauche ou de droite, au moins de courts instants la possibilité de faire quelques calembours, en disant que le Parti Socialiste est contraint de poser le problème de la démocratie chez lui. Nous n'avons pas ce genre de problème, bien entendu.
Ce n'est pas une raison suffisante pour que nous ne nous posions pas nos problèmes, et pour que nous n'apparaissions pas dans les prochains mois ou les prochaines années comme le seul parti en France sans doute qui fait un effort constant, et ce n'est pas facile, pour assurer les règles de la démocratie, mais plus encore pour permettre d'associer à tous les niveaux l'ensemble dés militants du Parti.
J'estime que la formation politique qui est la nôtre, qui bénéficie maintenant depuis quatre années consécutives de la meilleure image auprès de l'ensemble des Français, doit bien naturellement faire cet effort sur elle-même pour améliorer son fonctionnement, et en tous les cas pour permettre autant que possible la participation de tous.
Alors quelles sont les propositions ?
Ces propositions, nous pourrons sans doute les retrouver en élaborant un règlement intérieur pour fixer toutes les modalités d'application des statuts du Parti, vous savez très bien que trop souvent, nous perdons du temps à tous les niveaux dans des disputes, des querelles complètement subalternes, alors que si nous avions une règle bien affirmée, on l'appliquerait, point final, et nous aurions davantage de temps pour nous consacrer à nos luttes, c'est-à-dire pour nous consacrer à l'essentiel.
Ces modalités devraient concerner plusieurs points qui feront l'objet de propositions précises, soumises à la discussion des sections et des fédérations, et au vote de la Convention nationale de l'automne prochain.
Alors nous ne sommes pas en train de faire des propositions de modalités, nous

ne sommes pas en train de nous substituer, ce n'est pas l'objet de mon rapport, à la Convention de l'automne qui, elle, arrêtera ce règlement intérieur. Simplement le Bureau exécutif unanime nous fait ses propositions en ce qui concerne les points qui devraient être retenus, et il vous appartiendra de préciser les modalités.
Je pense que le Bureau exécutif, avec le travail d'une Commission où tout le monde sera représenté, fera un texte qui sera diffusé dans les sections et les fédérations, mais ces sections et ces fédérations organiseront leurs débats, pourront ajouter des points supplémentaires, et en tous les cas décideront de l'essentiel, c'est-à-dire des modalités.
Voici la liste de ces points.
1° Mode de préparation et de discussion des textes internes et des projets politiques du Parti, afin de permettre une participation plus méthodique de l'ensemble des militants au niveau local, fédéral et national.
Je fais un commentaire, à titre personnel. La proposition du Bureau exécutif, c'est de retenir ce point. Je crois que beaucoup de fédérations de province souhaiteraient être mieux associées au travail des Commissions nationales.
C'est difficile, finalement, d'associer les trois niveaux, le plan local, le plan départemental et le plan national. Mais il faut le faciliter grâce à des commissaires titulaires, pourrait-on dire, qui puissent participer à ces Commissions nationales, pour être à même d'animer des Commissions départementales. Autrement dit, il faut un petit effort pour que les Commissions nationales ne soient pas seulement le reflet des Parisiens, mais que ce soit le reflet de tous. On sait très bien, et sur ce plan les provinciaux ont beaucoup de sagesse, que le rythme des Commissions, la difficulté de l'éloignement, etc. font que par nécessité beaucoup de camarades qui sont à Paris seront présents dans ces Commissions ; Mais tout de même une représentation des fédérations doit être un souci, et même doit être une règle, voilà le sens de la proposition.
Deuxième point, élection des responsables du Parti à tous les échelons, organismes fédéraux, centraux et locaux du Parti. Evidemment cela demande une explication, parce que dit comme cela, on a l'impression que nous procédons au tirage au sort de nos responsables nationaux, et ce n'est tout de même pas comme cela que cela se passe ! Mais enfin nous sommes en période constitutive, tous les deux ans nous avons eu un groupe qui est arrivé avec ses leaders, ses troupes, en disant : Nous allons rejoindre le Parti Socialiste, et à chaque fois cela a été la même opération, discussion, représentation au Comité directeur, représentation au Bureau exécutif, représentation au Secrétariat... Nous avons tous gardé le souvenir de ce genre de discussion.
Ce n'est pas facile !
Autrement dit, dans une période constituante et constitutive, le Parti Socialiste au niveau de ses organismes centraux ne pourrait mettre en place le liste des responsables que par une négociation, facilité par l'autorité de François Mitterrand, du Premier secrétaire, avec la collaboration de tous, vous le savez très bien.
Eh bien nous en avons terminé avec cette phase constituante! Je crois qu'il faut

le dire, et qu'il faut préciser maintenant qu'en restant dans le cadre de la proportionnelle, personne ne fait de proposition pour en changer, en restant dans le cadre d'un rapport de forces fixé lors du Congrès ordinaire entre une majorité et une minorité ou plusieurs minorités - là n'est pas le débat d'aujourd'hui - il est absolument indispensable qu'à tous les niveaux des responsables soient élus, tout simplement, par les militants, c'est-à-dire par les délégués, avec un bulletin et un crayon. Eh bien oui, c'est comme cela!
Voilà la proposition.
Troisième point, conditions et modalités de renouvellement des organismes fédéraux en cas de contentieux grave.
Certains se sont étonnés qu'il y ait des conflits fédéraux que nous n'arrivions pas à régler. Il est facile de dire à partir de ces conflits qu'il y a une sorte d'impuissance, fédérale sûrement quand il y a ces conflits, mais aussi une impuissance nationale puisque nous n'arrivons pas à les régler. Pourtant ce n'est pas faute d'envoyer des émissaires, des délégations, etc... Nous, nous épuisons, d'ailleurs, à régler les problèmes entre les mêmes fédérations qui souvent ne veulent pas nous entendre, et vous savez bien à quelles fédérations je fais allusion.
Mais pourquoi n'y arrive-t-on pas ? Tout simplement parce qu'entre un Congrès ordinaire et un autre Congrès ordinaire, le rapport de forces est fixé entre la majorité et la minorité, les responsables sont désignés, et bien souvent les difficultés se posent au niveau des responsables. Alors comment fait-on pour régler ces problèmes ?
On n'a pas la possibilité jusqu'à maintenant de faire ce qui serait facile, et de dire : vous ne vous entendez pas ?
C'est grave au point de vouloir faire sauter votre fédération ?
Eh bien, si vous ne vous entendez pas, l'échelon national, va procéder à quelque chose de très simple, c'est-à-dire à un Congrès exceptionnel de votre fédération, et ce sont les militants qui vont trancher vos différents en choisissant, le cas échéant, de nouveaux responsables! Croyez-le, l'application de cette règle serait bien souvent salutaire et permettrait de régler bien des problèmes.
(Applaudissements et approbations)
Alors, c'est tout, mais précisons-le, et faisons en sorte que dans ces cas graves, on puisse adopter une pareille procédure.
Quatrième point : modalités de désignation du candidat du Parti à l'élection présidentielle, et des candidats aux élections parlementaires.
Un mot d'explication : aux élections présidentielles, il y a déjà une notation dans les statuts : nécessité d'un Congrès. Alors, s'il faut préciser les modalités, évidemment, de ce Congrès, et des Congrès fédéraux, et comment cela se passe au niveau des sections, cela, c'est le débat.
Au niveau des élections, nous n'avons pas seulement noté "Parlement européen", mais "Elections nationales". Nous avons été obligés, pour les élections législatives, et à 1 mois, 2 mois des élections législatives, devant certains errements, on peut le dire, pour la désignation des candidats et suppléants, d'apporter des précisions, vous le savez, aux fédérations. Certains

même nous ont fait part d'observations.
Le mieux est d'avoir une règle précise sur ce point et de l'avoir dans notre règlement intérieur.
Vrai pour les élections des députés, vrai pour les élections des sénateurs, et encore plus vrai pour l'élection, bien sûr, au Parlement européen, puisque là cela pose des problèmes tout à fait particuliers.
Cinquième point : cela demande un tout petit commentaire, c'est l'application de la règle limitant le nombre d'élus dans les instances dirigeantes du Parti.
Alors, permettez-moi ici de donner une explication complémentaire. Vous savez que lors de notre Congrès de Nantes nous avons voulu limiter la représentation parlementaire dans les instances nationales du Parti, et je dois dire que personne ne songe à ne pas établir une règle sur ce plan-là. Le fait que les élus ne soient pas en majorité dans les instances du Parti, que ce soit au niveau national ou au niveau fédéral, est une bonne chose. Nous étions à l'époque beaucoup plus loin puisque nous avions précisé : nous estimons que la représentation parlementaire dans les instances nationales du Parti : Comité directeur, Bureau exécutif, Secrétariat, ne doit pas dépasser 20% du nombre des membres de ces organismes. Et nous avions ajouté, on ne sait pourquoi d'ailleurs, afin de ne pas désorganiser les structures dirigeantes, cette mesure sera immédiatement applicable au lendemain des élections législatives. Les mots "afin de ne pas désorganiser les structures dirigeantes" envisageaient certainement une situation dans laquelle, hélas, nous ne nous trouvons pas.
Et il faut bien dire, que devant la Convention, que l'application de ces 20% donnerait ceci :
20% au Bureau exécutif : 27 membres du Bureau exécutif : 5 parlementaires, pas plus.
Secrétariat : 16 membres ; pas plus de 3 parlementaires.
Je mentionne et je rappelle pour la Convention qu'au Secrétariat, actuellement, il y a 7 parlementaires : François Mitterrand,, Mermaz, Pontillon, Poperen, Taddéi, Mauroy... Par conséquent, application de la règle : 3. Il y en a qui doivent se retirer, par application de la règle, dès aujourd'hui.
Au niveau du Bureau exécutif, les parlementaires sont t : Gaston Defferre, Georges Fillioud, Chevènement, Guidoni.
L'application de la règle est que trois parlementaires restant, les autres doivent se retirer du Bureau exécutif.
Au niveau du Comité directeur, le calcul est que 4 parlementaires doivent se retirer du Comité directeur.
Lesquels ? Certains disent : "Ma foi, les derniers dans la liste". Cela pose quelques problèmes. D'abord, les intéressés ne sont pas automatiquement d'accord. Et, en plus, cela pose le problème suivant, si le Comité directeur avait été élu dans un scrutin où chacun a un nombre de voix, par exemple, il est d'usage et de règle, et même la règle démocratique, que les derniers dans ce cas-là s'effacent. Mais dans la mesure où la liste du Comité directeur a été une liste négociée ou finalement les derniers auraient pu être les premiers, je ne vois pas pourquoi ce sont les derniers qui devraient automatiquement se retirer. Par

conséquent cela pose un problème : ou bien d'un tirage au sort ou bien de bonne volonté.
En tous cas, l'application d'une décision qui ne correspond pas avec la phase dans laquelle nous étions encore avant, c'est-à-dire la phase consécutive.
Et, mes camarades, je voudrais poursuivre en disant que si au niveau du Secrétariat, et nous l'avons tous souhaité, Claude Estier, avaient été élus Yvette Roudy, Edith Cresson, Emile Loo, Lionel Jospin, Gilles Martinet, c'était tout de même une situation à laquelle nous avons pensé, et en tous les cas nos espoirs étaient avec eux, sans pour autant, penser avant la victoire, que nous offririons ce spectacle, au lendemain des élections législatives, dans une cérémonie plus japonaise que française, dans hara-kiri général de toute la direction du Parti.
... J'oublie, excusez-moi, Pierre Bérégovoy.
Et je voudrais d'ailleurs ajouter que, s'il vous plait, au niveau du Bureau exécutif, il y avait Sarre, Charzat et... (inaudible)...
Chacun voit bien, dans ces conditions, que l'application de cette règle est malaisée. Et je pense que chacun sera amené à une certaine réflexion sur la traduction en pourcentage, finalement, d'une intention qui était bonne mais qui s'avère difficile en application.
Eh bien, la proposition que je vous fais sur ce point, au nom du Comité directeur, puisque nous en avons discuté hier soir, c'est de vous dire que s'il n'y avait pas la mise en chantier immédiate du règlement intérieur, la règle, nous l'avons décidée, eh bien, elle devait s'appliquer ! Voilà ! On s'est trompé, tant pis! Il faut l'appliquer.
Mais dès lors qu'elle est aussi malaisée, qu'elle est aussi contraire, je pense, à l'intérêt du Parti, qu'il est aussi contraire à cet intérêt de faire ces changements à quelques mois de ce Congrès ordinaire, et surtout au moment où nous allons renvoyer les propositions au niveau des sections et des fédérations, notre proposition est de surseoir à l'application jusqu'en octobre, date de la Convention nationale qui adoptera le règlement intérieur.
Si la Convention nationale d'octobre dit : 20%, eh bien, alors, là, il faudra l'appliquer immédiatement!
Si la Convention nationale se précise que 20% vraiment, ce n'est pas adapté, et propose un autre pourcentage, eh bien, je crois que dans ces conditions la sagesse sera d'attendre le Congrès ordinaire! De toute façon nous ne faisons pas de propositions, les propositions appartiennent aux militants, c'est-à-dire aux sections et aux fédérations. Nous vous demandons seulement - et sur ce point il y aura un vote, bien sûr, en Commission des résolutions, et devant la Convention - de surseoir à l'application tant que le Parti ne se sera pas définitivement prononcé en octobre prochain. Voilà le sens de notre proposition.
Et je termine avec le point 6 : dispositions limitant le cumul des mandats.
Le point 7 : dispositions relatives à l'âge limite des fonctions électives.
Nous avons pensé, le Premier secrétaire, le Bureau exécutif, que ces problèmes-là avaient été agités dans le Parti. Ils reviennent. Au moment où on se fixe un règlement intérieur, il faut les reprendre et apporter une conclusion.
Huitième point : conditions de fonctionnement des sections d'entreprises.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, neuvième point : règles concernant le fonctionnement des courants de pensée et leur expression à l'intérieur et à l'extérieur du Parti.
Je dois dire que sur ces modalités et sur cette règle, nous en avons discuté avant, nous avons même pris des résolutions, et le problème sera, ou de les modifier ou de les prendre comme telles, et en tous les cas de les retrouver dans le règlement intérieur.
Voilà. Chers camarades, les propositions précises que je voulais vous faire au nom du Secrétariat et du Bureau exécutif, et du Comité directeur, en ce qui concerne le nombre d'élus dans les instances dirigeantes du Parti.
Alors, le débat de ce matin, c'est naturellement le point de vue des sections et des fédérations, c'est nécessairement aussi le point de vue sur la politique de la Droite, parce que ce soir il faudra adopter un texte sur ce plan, et puis ce sont vos réactions sur ces propositions de règlement intérieur qui seront soumises à votre appréciation, après la réunion de la Commission des résolutions, c'est-à-dire en fin de journée.
Alors, voilà les propositions que je voulais vous faire. Vous me permettrez de terminer en mentionnant simplement, que, bien sûr, nous n'avons pas la victoire. Je vous ai dit quels étaient exactement les résultats de notre Parti. Il ne faut pas se raconter d'histoires. C'est vrai que les discussions que nous pouvons avoir, ou celle que nous avons eues ici, qu'on a là ou ailleurs, on pense que nous pouvons être à un carrefour dangereux. On n'a pas eu la victoire. Nous pourrions ne pas nous remettre immédiatement au travail, donner une espèce de priorité maladive, qui est la faiblesse des Socialistes, à nos divisions intérieures, à tout ce qui pourrait nous opposer. Et dans cette voie-là, eh bien, les Socialistes auront un parti divisé, ils risquent même de reprendre leurs positions qui étaient celles d'avant Epinay, d'avant Issy-les-Moulineaux, périodes tragiques qu'a connues le Parti Socialiste! Ou bien, plus simplement, nous allons reprendre notre chemin, notre voie, qui est toute tracée, qui est de poursuivre le travail que nous avons entrepris ensemble au Congrès d'Epinay, et de le terminer, et en tous cas d'aller comme cela jusqu'en 1981, C'est cela que doit décider la Convention, c'est ce travail que nous devons préparer, et en tous les cas c'est ce qu'attendent nos militants au niveau des sections et des fédérations.
Je vous remercie de votre attention.

Le président - Mes chers camarades, avant d'ouvrir le débat, un détail pratique pour le déjeuner... (suivent des indications à ce sujet)
Je remercie Pierre Mauroy. Nous allons ouvrir le débat. Pour la clarté du débat je demanderai que ceux qui veulent intervenir maintenant annoncent leur nom et leur fédération. Et j'insiste particulièrement auprès de ceux qui s'estiment connus de tout le monde et qui par conséquent n'annoncent par leur nom. C'est une question de politesse vis-à-vis des camarades qui ne connaissent pas nécessairement tout le monde.
Je vais d'abord, dans une première phase, prendre les noms des intervenants.

André Chandernagor - Une motion d'ordre !

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La motion d'ordre est de droit.

André Chandernagor

Je n'ai pas très bien compris comment se déroulaient nos travaux. Au début de son propos Mauroy nous a dit ce matin que nous discutions seulement sur le quitus. Et à la fin de son propos il a dit : les fédérations vont pouvoir s'exprimer, elles parleront de la gestion du parti, de la politique de la Droite. A partir de là j'ai senti qu'on débordait sur le débat de politique générale. Alors, il faudrait savoir. Moi je ne désire pas m'inscrire sur le quitus, mais dans le débat sur la politique générale. Est-ce qu'on mêle les deux ou est-ce que l'on distingue ?

Le président - Autant partir dans la clarté avant d'aborder les différents problèmes. La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Il y a un débat sur le quitus. Si certains souhaitent intervenir, il y a nécessairement des interventions sur les propositions concernant le règlement intérieur. Et il y a aussi le débat de politique générale, mais avec cette précision t cet après-midi il y a le rapport de Lionel Jospin sur les rapports entre le Parti Socialiste, le Parti Communiste. Il est clair que cela touche le débat général, cela. Ceux qui veulent intervenir sur ce plan-là, des rapports avec le Parti Communiste, manifestement, attendez le rapport de Lionel Jospin, et la discussion, c'est cet après-midi. Ceux qui voudraient intervenir, et c'est le débat général, sur la politique économique, de base, de la Droite, etc. le feront ce matin. Puisque la Convention se terminera avec un texte concernant la politique économique, sociale, et naturellement un texte sur les rapports Communistes/Socialistes. C'est clair, ainsi ?

Le président - Tout est clair. Pour une motion d'ordre la parole est à Mermaz.

Louis Mermaz

Je considère que cette façon de procéder est un petit peu, si j'ose dire, artificielle, parce que les problèmes sont liés, et si Jospin était en état de le faire, je pense que ce serait plus intéressant, après le rapport de Mauroy, d'entendre le rapport de Jospin...
(Applaudissements)
...Cela permettrait aux orateurs de s'exprimer sur l'ensemble du problème politique, au lieu de le tronçonner.
Voilà la proposition que je me permets de faire.

Le président - Pierre Guidoni ?

Georges Sarre - Non, moi...

Le président - Vous vous entendez, ou il y a déjà des fêlures ?
(Mouvements divers)

Georges Sarre - Sans commentaire !

Pierre Guidoni - On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu !

Le président - Guidoni, tu as la parole.

Pierre Guidoni (Aude)

Je ne suis pas du tout convaincu qu'il soit de bonne méthode de mélanger tous les sujets.
Il y avait un ordre du jour qui me paraissait raisonnable, fixé par le Bureau exécutif, et il me semble confirmé par le Comité directeur.
Le débat sur le quitus proprement dit peut être un débat relativement bref, et on peut engager ensuite, alors, un débat de politique générale, dans lequel il me paraît difficile, du reste, de distinguer ce que nous allons dire de la politique de la Droite, de ce que nous allons dire de la stratégie de la Gauche et de l'ensemble des problèmes que nous avons à traiter.
Mais, ne mélangeons pas l'ensemble, sinon personne ne s'exprimera vraiment sur aucun des sujets, on va tout mélanger et, par expérience - y compris dans ma Convention fédérale - j'ai bien senti que les camarades n'avaient pas toujours les mêmes choses à dire sur l'une ou sur l'autre question.
Je crois que la clarté des débats gagnera à ce qu'on se donne - il est 11 h 16 - jusqu'au déjeuner pour le débat sur le quitus - cela fait une heure, ce sera peut-être moins d'ailleurs - et puis qu'à partir du début de l'après-midi et du rapport de Lionel, ce soit le vrai débat sur la politique générale qui s'engage.

Le président - Lionel Jospin ?

Lionel Jospin - Moi, je n'ai pas de point de vue sur le fond, mais je peux peut-être donner un élément d'information, c'est que, compte tenu de ce qu'on m'avait dit, je serai davantage prêt cet après-midi que ce matin !
(Rires)

Pierre Mauroy - Ecoutez, dans ces conditions-là, c'est un débat, ici, ce matin, sur le quitus ; cet après-midi, on aura le débat général, avec un rapport introductif sur le problème des rapports Parti Socialiste/Parti Communiste, et ceux qui, à ce moment-là, auront, pour la clarté de leur raisonnement, une proposition particulière à faire sur la politique de la Droite, ou autre, la présenteront dans le débat général.
On est d'accord comme cela ?

Le président - Alors, débat sur le quitus.

Fondation Jean-Jaurès

Qui s'inscrit ?
(Il est dressé la liste des intervenants)
Je rappelle, mes chers camarades, que le débat porte sur le quitus...

Louis Mermaz - Et seulement sur le quitus !

Le président - ... donc, sur un plan tout à fait administratif.
La parole est à Pierre Guidoni, Aude.

Pierre Guidoni (Aude)

Je ne sais pas, chers camarades, si j'arriverai à me tenir à un plan strictement administratif...

Le président - Guidoni, c'est toi-même qui l'a demandé ! Je pense que l'autodiscipline est importante ! Alors, je serai obligé de t'interrompre, si tu t'écartes trop du sujet.

Pierre Guidoni - Je ne m'écarterai pas du sujet.
Ce que je veux dire, c'est que le quitus à la direction du Parti, dans une période comme celle que nous vivons, est une question importante, ce n'est pas un de ces problèmes que l'on peut réduire simplement à des aspects purement administratifs ou réglementaires. Les camarades, dans les sections et dans les fédérations, au moment où ils ont voté le quitus, avaient le sentiment de faire un geste politique et un geste politique important, et en en parlant devant vous aujourd'hui j'ai également l'intention de donner à ce vote le sens qui doit être le sien.
J'ai eu l'honneur d'être, à deux reprises, au Congrès de Pau et au Congrès de Nantes, choisi par mes camarades pour présenter le rapport final du Congrès au nom de la minorité. Je n'ai pas repris la parole - un peu par hasard... il y avait la campagne, et beaucoup d'autres choses - dans les instances nationales du Parti depuis le Congrès de Nantes et je pense que, pour beaucoup d'entre nous, c'est un peu la première occasion de faire le point depuis ce moment-là, même si nous avons eu, entre temps, des instances nationales statutaires.
Eh bien ! J'ai relu, avant de venir à cette Convention nationale, non seulement le texte final du Congrès de Nantes, mais également l'ensemble des débats qui avaient précédé le vote de ce texte et je dois dire - je ne sais pas si vous vous êtes livrés, vous aussi, à cet exercice - que cela m'a plongé dans un certain nombre de réflexions ou de souvenirs.
Le quitus, aujourd'hui, c'est de savoir si la direction du Parti a ou non, appliqué la ligne décidée, à la majorité - puisqu'il n'y avait pas de synthèse - par le Congrès de Nantes.
La réponse à cette question est très claire : incontestablement, la direction du Parti a appliqué la ligne décidée au Congrès de Nantes et, par conséquent, le vote du quitus va de soi.
J'ai relu les interventions de Fabius, qui portaient à la fois sur le problème des

Fondation Jean Jaurès

nationalisations et aussi sur cette question un peu plus philosophique qui est la différence, en politique, entre l'illusion et la réalité, entre le rêve et le réel ; je pense que la direction du Parti s'en est effectivement inspirée dans son action.
J'ai relu les interventions, qui étaient, je crois, de Jean-Pierre Cot, sur la marge de manœuvre qui était la nôtre à l'échelle internationale et, notamment, à l'échelle européenne ; je pense que c'est, en effet, sur cette base que la direction du Parti a agi pendant ces quelques mois.
J'ai relu ce que d'autres, et notamment Michel Rocard, disaient sur la politique économique qu'il convenait de défendre pendant la campagne électorale et d'appliquer une fois que la Gauche serait au pouvoir ; je pense que ce sont assez largement ces conceptions qui ont inspiré nos propos et notre action.
Il y a donc là, toute une série d'éléments, dont chaque militant est juge, qu'il a à sa disposition, sur lesquels il convient de réfléchir dans les sections et dans les fédérations, mais dont il est assez facile, je pense, de tirer des conclusions aujourd'hui.
Pour chacun d'entre nous, il en sort, à mon avis, au moins deux conclusions évidentes.
Aujourd'hui, à un double titre, le vote du quitus à la direction du Parti clôt une étape. Il clôt une étape, à mon avis, ancienne, peut-être commencée dès le Congrès de Pau, il clôt en tout cas une étape plus récente, c'est celle qui sépare le Congrès de Nantes de la Convention d'aujourd'hui. Sur ces bases, c'est maintenant l'ensemble du Parti qui doit réfléchir, c'est l'ensemble du Parti qui doit s'interroger. Il nous appartient de mesurer quelles sont les tâches qui sont devant nous et dont Pierre Mauroy rappelait justement tout à l'heure qu'elles vont s'étaler maintenant sur une période assez longue. Il nous appartient également de réfléchir sur les meilleurs moyens qui permettront au Parti de les assumer.
Je crois, en tout cas, que deux choses sont évidentes pour l'ensemble des militants - ont été évidentes dans chacune de nos Conventions fédérales - c'est que, s'il y avait divergence entre nous au Congrès de Nantes, cette divergence portait à la fois sur la façon de mener la campagne électorale - les débats, les négociations, l'action pendant la période qui nous séparait des élections législatives - et aussi sur les moyens d'assumer les responsabilités du pouvoir pour faire en sorte que l'expérience du gouvernement de la Gauche ouvre effectivement la voie à la transition au Socialisme.
La campagne électorale nous l'avons faite ensemble, au coude à coude, avec, je crois, beaucoup de courage de la part de l'ensemble des militants, de tous les responsables du Parti, Elle est aujourd'hui terminée et nous en connaissons les résultats.
L'exercice du pouvoir, eh bien ! C'est un problème qui ne se pose pas encore à nous, et dont nous ne pouvons pas savoir quel jour à nouveau il se posera.
Les divergences qui étaient les nôtres à ce moment-là, nous pouvons y réfléchir, nous pouvons et nous devons en tirer des enseignements, nous pouvons sans doute nous demander quelle est, en réalité, la part que nous avons eu nous-mêmes, Socialistes, dans un processus dont nous savons que la responsabilité

Fondation Jean-Jaurès

principale a été assumée par le Parti Communiste. Mais, ce serait manquer à nos devoirs, et ce serait, je crois, manquer à ce que nous sommes, que de ne pas, aussi, nous interroger nous-mêmes, que de tomber dans ce travers que je note souvent actuellement dans les textes que multiplient les intellectuels Communistes, que je n'ose pas encore appeler des dissidents, et qui tous écrivent comme si le Parti Communiste était le seul acteur du jeu politique, comme si seul il prenait des décisions auxquelles personne ne pouvait rien, que personne ne pouvait modifier, que personne ne pouvait changer ! En réalité, j'ai toujours pensé, nous avons toujours pensé qu'au moins dans l'union de la Gauche, nous étions deux, et que dans l'ensemble du pays, eh bien ! C'était peut-être autour du Parti Socialiste, et par rapport au Parti Socialiste, et par rapport à son action, à ses initiatives, que nous devions essayer de voir quelle serait l'évolution de l'ensemble de la Gauche et que le serait l'évolution de l'ensemble des forces sociales que nous représentons.

Nous étions aussi, nous, dans ce jeu, un acteur, et nous aurions pu, nous pouvions - je crois que chacun d'entre vous le souhaitait - être l'acteur principal.

Nous en sommes-nous donnés les moyens ? Avons-nous toujours fait tout ce qu'il fallait pour cela ?

Eh bien, là-dessus, le débat est engagé, il se poursuit dans le Parti! Chacun peut en discuter, chacun peut se poser cette question chacun peut savoir si l'on pouvait enrayer, si l'on pouvait dévier, si l'on pouvait empêcher qu'arrivée à son terme, la stratégie de l'échec telle qu'elle était choisie par le Parti Communiste, et chacun peut débattre - pour reprendre un peu ce que disait Mauroy dans son rapport introductif de savoir quel est finalement le choix exact que nous avons proposé aux Français,

Aujourd'hui, bien sûr, il est absurde d'opposer le qualitatif et le quantitatif dans un pays où, en effet, la France pauvre, cela existe ; je vois devant moi les camarades de mon département, et ils auraient quelques raisons, eux aussi, d'en parler, venant d'un département rural, aussi bien que Pierre Mauroy peut en parler pour un département de vieille industrialisation,

Il y avait une demande très importante de redressement de l'ensemble des salaires, il y avait une demande très importante de redressement de l'ensemble du niveau de vie, mais il y avait aussi cette conviction et cette crainte que si l'on faisait cela sans transformer et sans changer la règle du jeu, si l'on faisait cela-toutes choses égales d'ailleurs -avec l'économie telle qu'elle est, eh bien !

On pouvait aller à nouveau vers l'inflation, on pouvait aller à nouveau vers la dévaluation, vers la dégradation de la monnaie, et au fond, c'est le changement profond, réel, que les Communistes refusaient de poser dans leur campagne électorale, que peut-être nous-mêmes nous n'avons pas su définir avec suffisaient de clarté.

En tout cas, je crois que personne ne peut dire aujourd'hui que ce qui a échoué, c'est l'union de la Gauche ; chacun sait bien que ce qui nous a fait perdre, c'est la désunion de la Gauche.

Personne ne peut dire que les Français se sont prononcés contre le changement, contre la transition au Socialisme, contre le passage à une société différente, ce

n’est pas ce choix là qui leur a été clairement proposé.
Voilà sur quoi nous devons penser à l’avenir, voilà je crois, les sujets de réflexion qui seront les nôtres.
Bien sûr, la constatation très claire, c’est : eh bien, tout cela n’a plus grande chose à voir, n’a plus beaucoup de rapports avec les discussions qui ont été les nôtres au Congrès de Nantes et, par conséquent, avec les clivages qui ont été les nôtres au Congrès de Nantes!
J’ai noté avec intérêt que s’exprimaient, lorsqu’il a fallu présenter les choix et les options possibles de cette convention dans les colonnes de l’Unité, dans quatre tribunes libres différentes, quatre sensibilités différentes. C’est très bien. Il y en a peut-être davantage, qu’elles s’expriment. Il y a peut-être d’autres points de vue qui ne se retrouvent pas encore dans ces tribunes libres, qu’ils viennent de nos sections, de nos fédérations, qu’ils s’expriment.
Nous avons je crois à réfléchir tous ensemble, à nous redéfinir, à avancer, à voir mieux ce que nous aurons à faire à la fois pour le Parti et pour le changement social dans notre pays, dont l’instrument sera demain comme hier le rassemblement des travailleurs et, par conséquent, l’union de la Gauche.
Mais si les clivages ou les divergences ont changé, eh bien, c’est aussi que nous devons faire en sorte de perdre l’habitude de réfléchir entre nous sur les schémas traditionnels! Je me reproche presque d’avoir pris la parole le premier après Pierre Mauroy, représentant encore une fois, et, rassurez-vous, pour
la dernière fois, cette sorte de dialogue entre majorité et minorité auquel je crois doit succéder la voix innombrable et multiple de l’ensemble des militants et des sensibilités du Parti.
Nous avons devant nous de grandes tâches. Ces tâches, nous ne les accomplirons pas si nous ne sommes pas capables de dépasser nous-mêmes un certain nombre de réactions, de réflexes enracinés dans notre passé commun. Ces tâches en votant le quitus aujourd’hui, nous manifestons notre volonté de les accomplir ensemble, mais cela suppose qu’une convention comme celle ci sache dépasser le clivage entre une majorité, dont je ne sais plus très bien en lisant la motion de Nantes sur quoi elle est majoritaire, et une minorité qui ne se considère plus comme telle.
Nous avons devant nous une longue période, nous avons à construire le Parti, nous avons à montrer plus que jamais que le Socialisme est une idée neuve en France, en Europe, et que nous sommes capables, en tant que Socialistes, de réaliser le Socialisme dans notre pays.
Eh bien, mes camarades, cela suffit à nous rassembler cela doit suffire à nous conduire à la victoire !

Le président - La parole est à Clermont, du Tarn.

Clermont (Tarn)

Mes chers camarades, mon intervention sera assez brève : la fédération du Tarn apporte son quitus sur le plan politique à la Direction nationale, mais si nous avions pu découper en morceaux ce quitus, il y a un point sur lequel réellement

nous ne l'aurions pas apporté, c'est le point de la presse du Parti.
Je dois vous signaler que le Poing et la Rose sont arrivés dans ma fédération, les premiers, en très petit nombre, avant-hier, et dans toutes les communes rurales hier. Si les travaux de cette Convention avaient dû se dérouler en partant de textes nationaux qui devaient parvenir par cet intermédiaire aux militants, je ne vois pas comment aujourd'hui nous aurions pu tenir, participer avec vous à ces travaux.
Je demande que la Commission des résolutions prenne en charge ce soir une motion demandant à ce que dorénavant tous les textes soient remis à la direction du Poing et la Rose au moins 3 semaines avant la date de tenue d'une Convention ou d'un Congrès.
A chacun de nos Congrès, à chacune de nos conventions, ce problème s'est posé, il faudrait bien, quand même y mettre fin un jour.
(Applaudissements)

Le président - Je te remercie, Jean Maire du Val d'Oise a la parole.

Jean Maire (Val d'Oise)

Je demanderai d'abord au président de vouloir bien m'éclairer. Je suis mandaté pour parler ici, au non de la fédération du Val d'Oise, et mon intervention porte sur trois points :
- le premier, l'échec de la Gauche,
- le second, la stratégie,
- le troisième, le fonctionnement du Parti.

Qu'est-ce qui entre avec précision dans le débat actuel ?

Le président - Ce qui entre avec précision dans le débat actuel, c'est le fonctionnement du Parti, le débat sur le quitus depuis le Congrès de Nantes et les deux autres points entrent parfaitement dans le débat de politique général de cet après-midi.
Si tu veux bien arriver au troisième point, cet après-midi nous reprendrons les deux autres et nous t'entendrons avec plaisir.

Jean Maire - Merci.
Tout d'abord, c'est près de 700 militants qui ont participés dans le Val d'Oise dans les réunions de sections, à une réunion préalable à la convention fédérale, aux conclusions que je vous apporte sur le fonctionnement du Parti.
Je dois dire que la fédération du Val d'Oise votera le quitus et s'il s'agit d'un vote par mandats, ce sera la majorité des 2/3.
Ceci dit, à l'heure où le débat est intense au sein de la Gauche, il n'est pas pensable, quant à nous, que la discussion an sein du Parti Socialiste soit escamotée, et ce n'est l'intention de personne. Cette réflexion devrait donc aboutir à un Congrès avant la fin de l'année 1978. Ce Congrès ne devrait pas se préoccuper de la désignation quant à nous du candidat aux présidentielles, désignation qui devrait être reportée à une consultation ultérieure du Parti, mais

Fondation Jean-Jaurès

au contraire renforcer notre cohésion autour d'un vrai débat sur notre projet, notre stratégie et notre pratique militante.
Ce Congrès devrait également réformer les statuts en favorisant une pratique autogestionnaire au sein du Parti.
La Convention de ce jour devrait, quant à nous, être le point de départ de la réflexion collective et d'un débat dans tout le Parti. Les textes qui ont été présentés par les militants, les sections, les fédérations, devraient être diffusées à tous, afin que le projet Socialiste soit élaboré par tout le Parti.
Notre Convention devrait, d'autre part, arrêter l'ordre du jour d'un tel Congrès et sa préparation. Oh ! Je sais bien que demander que le Congrès soit avancé, ce n'est pas pour nous comme on l'a dit ou comme on l'a écrit, recourir à une tactique de diversion, c'est répondre, mes camarades, au souhait de très nombreux militants qui veulent que l'instance politique la plus large et la plus responsable fasse le point et approfondisse les positions et le fonctionnement de leur parti.
Une attitude nationale qui consisterait à préférer une convention ordinaire ou extraordinaire à un Congrès, sauf si la représentation des fédérations était très ouverte, apparaîtrait comme un refus de donner plus largement la parole aux militants, à l'intérieur du Parti et dans la situation actuelle, nous estimons quant à nous, que ce serait une erreur psychologique.
Nous pensons aussi que le développement avec des moyens importants des sections d'entreprise, du MJS des secteurs d'intervention du Parti, de la pratique des Socialistes dans les associations, dans les municipalités, serait des tests de notre volonté militante de changer la vie.
Il convient enfin d'après nous, de rechercher l'amélioration de la vie du Parti sur les points suivants :
- la désignation des dirigeants en rejetant la cooptation,
- le rôle et le contrôle politique des nombreux experts du Parti,
- la circulation de l'information et tout le problème de la formation,
- le rejet du ou des"centralisâtes démocratiques" et le refus de la transformation en tendances des courants de pensée.
- ainsi que la clarté d'expression à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti.

Nous demandons quant à nous que les contributions qui seront déposées à la Convention aujourd'hui fassent l'objet d'une diffusion dans le Poing et la Rose, et à ce sujet, nous tenons à dire une fois de plus, mais ce sera la dernière, que si notre journal le Poing et la Rose ne peut pas parvenir en temps utile aux membres du Parti, il vaut mieux qu'il ne sorte pas.
Nous avons évité de justesse cette fois-ci qu'il ne parvienne pas, après la Convention de ce jour, puisque beaucoup de nos militants dans le Val d'Oise l'ont reçu seulement le 26 avril.
Voilà où j'en reste pour ce matin, mes camarades, en précisant à l'intention du Secrétaire à la coordination, que je suis venu ici, mandaté par la fédération du Val d'Oise sur un ordre du jour qui était la situation générale politique et l'appréciation des organismes centraux du Parti et que je ne peux que prendre acte des propositions intéressantes qu'il a formulées ce matin, mais sur

Collection Jean-Poperen

lesquelles malheureusement ma fédération, et par conséquent, tous les militants du Val d'Oise, n'ont pas pu délibérer.

Le président - Je te remercie, je demande à tous nos camarades de bien débattre sur le quitus. Je vais clore la liste des intervenants dans ce débat. Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'intervention ?
Non ? La liste est close.
Je rappelle que j'ai reçu une dernière inscription. Certains disent que notre Parti est parfois un rassemblement assez particulier qui ressemble à une arche… et c'est Noé, de l'Essonne qui clôturera le débat !
(Rires)
La parole est à Laignel.

André Laignel (Indre)

Mes chers camarades, J'interviens au nom de la fédération de l'Indre et je tiens à dire qu'elle a voté à l'unanimité le quitus à la Direction nationale. Le rideau électoral est à peine retombé et notre Parti se devrait d'être déjà plongé dans les réalités les plus importantes, bien entendu l'analyse du dernier comité central du Parti Communiste, mais aussi et surtout l'analyse de la Droite telle qu'elle se révèle actuellement au gouvernement.
Nous avons en effet sans doute depuis le début de la 5ème République le gouvernement le plus à droite que nous ayons connu, et je crois que s'il y a une réflexion qui tout au long de cette journée, tout au long de cette Convention nationale doit orienter nos débats, doit orienter nos réflexions, doit confirmer notre conviction dans les combats que nous avons à mener dans les semaines et les mois à venir, c'est bien cette constatation de caractère le plus réactionnaire du gouvernement que nous ayons jamais connu.
Le second point que je voudrais aborder c'est par rapport au passé très rapidement et dire que s'il est vrai que la Gauche a incontestablement subi un échec, celui-ci se mesure moins par rapport au résultat réel que par rapport aux espérances qui ont été les nôtres, par rapport aux espérances qui ont été celles d'une grande majorité des travailleurs de ce pays, de la grande majorité de la jeunesse de ce pays, bref de la grande majorité des actifs et des producteurs.
Il est vrai que notre Parti a pour beaucoup pris le visage du vaincu. Et pourtant, pourtant notre Parti a réussi le plus beau résultat électoral de toute son histoire. D'autre part, il est redevenu depuis fort longtemps le premier parti de gauche.
Ce sont des résultats que nous ne pouvons pas laisser de côté. Il convient de dire que nous avons eu quelques faiblesses c'est vrai, et pour ma part je pense que la responsabilité des Socialistes, elle existe essentiellement parce que nous n'avons pas su créer suffisamment l'élan nécessaire pour obliger 'ensemble de la Gauche à s'unir et peut-être, surtout, parce que nous étions sincèrement unitaires, parce que nous avons revendiqué et c'est notre honneur, d'être les défenseurs du programme commun, car c'était notre contrat, car c'était la parole donnée, car c'était notre fidélité aux engagements.
Eh bien, si j'entends maintenant un certain nombre de camarades apporter un

Fondation Jean Jaurès

certain nombre de critiques, je dis, mes camarades, fallait-il s'éloigner du programme commun ? Je n'ai pas entendu une voix le dire clairement, en tout cas à l'intérieur du Parti.
Camarades, fallait-il abandonner notre volonté de rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire Epinay - j'entends bien que d'autres voulaient le faire - je n'ai entendu personne dire qu'il le souhaitait.
Alors, sur ces bases, qui sont celles de l'union de la Gauche, qui sont celles de la volonté de rupture avec le capitalisme, je ne vois pas au sein de ce Parti d'opposition, et je dis, par rapport aux précédents intervenants, voilà un sujet qui aurait nécessité qu'un Congrès soit réuni.
Oui, camarades, si l'on avait remis en cause notre volonté de rupture, si l'on avais mis en cause notre stratégie d'union de la Gauche, alors, oui, nous aurions dû avoir très vite ce Congrès.
Il y a une seconde raison qui pourrait légitimer qu'on demande un Congrès...

Le président - Je demande à Gaston Defferre de bien vouloir s'asseoir !

André Laignel - Dès que Gaston sera sage, je reprendrai !
La seconde raison qui pourrait légitimer que des camarades réclament un Congrès serait qu'il y ait eu des fautes graves commises par la direction du Parti. Mais là aussi, je n'ai entendu personne le dire.
C'est pourquoi, il me semble qu'il est tout à fait inutile de vouloir un tel Congrès. Nous savions, lorsque nous avions fait le Congrès de Nantes, et cela avait été affirmé avec force à l'époque, que les instances du Parti étaient élues pour deux ans. Eh bien, quels que soient les événements, quel que soit le calendrier que, par ailleurs, nous connaissions, je ne vois aucune raison qui légitime un Congrès!
Par contre, je pense que Pierre Mauroy proposait un calendrier au nom du secrétariat du Parti, au nom du Bureau exécutif, qui va donner la possibilité à l'ensemble de nos camarades à la fois de parfaire la démocratie au sein du Parti et, surtout, d'approfondir le projet Socialiste.
Je crois que nous avons là, camarades, vous tous, qui souhaitez que dans vos sections et fédérations, on débatte, de quoi alimenter pour de nombreux mois, et en profondeur, tout ce qui va à être dit sur notre volonté, sur nos choix, sur nos buts, sur nos espérances et sur ce que nous avons à proposer au peuple de France !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Puaux, de la Vendée. Je demande à André Girard, Puy de Dôme, de se préparer à prendre la parole.
Puaux, tu as la parole.

Puaux (Vendée)

Chers camarades, je vais essayer d'être bref et de ne pas mélanger quitus et débat de politique générale, ce qui n'est pas évident à mon avis.

Fondation Jean-Jaurès

L’analyse de la fédération que je représente, a bien entendu examiné les résultats des différentes élections, des deux tours, et cela a donné lieu à deux types de débats : l’un concernant ce qui s’était passé sur le plan national, et l’autre ce qui s’était passé sur le plan local.
La tendance moyenne des sections à cette époque, c’est-à-dire il y a quelques semaines, était la déception et le désappointement. Aujourd’hui, le climat est différent et que l’on tienne compte du passé, d’accord, mais que l’on ressasse éternellement ce passé, alors là, pas d’accord !
C’est dans cet esprit, que s’est déroulée jeudi soir une importante réunion, comme dans vos fédérations, de notre Commission exécutive.
Donc, je répète que toutes les sections à l’heure actuelle, ou presque, ont dépassé le stade de la déception, et toutes les sections considèrent que l’important, eh bien, c’est la vie du Parti, son avenir dans le cadre d’un nouveau type d’union de la Gauche qu’il faudra bien définir.
Toutes les sections, c’est-à-dire l’élément essentiel de la fédération, mais aussi l’élément essentiel du Parti, sont avec de faibles nuances d’accord sur un processus, processus que vous connaissez déjà, et dont je répète les trois grandes phases :
Première phase : réflexion sur un projet Socialiste, sur le projet Socialiste.
Deuxième phase : recherche du programme avec, pour base, ce qui est existant, c’est-à-dire le programme Socialiste.
Troisième phase : nouveaux rapports de l’union de la Gauche.
Bien entendu, si l’élaboration de ces différents points peut meubler, je dis bien "meubler", la vie du Parti pour une période à définir, cela est loin d’être suffisant. La recherche plus ou moins théorique, la cogitation intellectuelle ne seraient rien si, parallèlement, on n’envisageait pas des formes d’action concrètes, c’est-à-dire des formes d’action sur le terrain.
Revenons une seconde sur le premier point. La ligne directrice de notre action, eh bien, elle a été définie à Nantes et elle n’a pas à être remise en cause, puisqu’elle est conforme à la majorité du Parti, et si l’on ajoute à cette ligne fondamentale toutes les brochures, tous les textes, toutes les publications, officielles bien sûr, que le Parti a diffusé depuis ce temps-là, on a bien entendu de nombreux éléments de réflexion.
Que chaque militante, que chaque militant, se donne au moins la peine - ce n’est d’ailleurs pas une peine, c’est un plaisir - de lire ou de relire le programme Socialiste et qu’il apporte, dans le bon sens, sa contribution individuelle d’abord, et nous aurons le projet Socialiste que nous souhaitons mais aussi celui que nous méritons.
J’ai dit, tout à l’heure que ce n’était pas suffisant et que tout notre temps ne pouvait être consacré uniquement à cette réflexion. Il nous faut donc absolument, je souligne absolument, nous engager plus directement dans la lutte des travailleurs et le mot "travailleurs" est employé non pas au sens restrictif, mais au sens le plus large, pas question de faire de l’ouvriérisme, pas non plus question d’utiliser le téléobjectif pour considérer le problème, mais plutôt un grand angle, si j’ose faire ici une analogie photographique.

Contribution Jean Jaurès

Il y a deux moyens :
Le premier, c'est d'apporter notre soutien cela est relativement facile, par un communiqué dans la presse, une petite représentation, une manifestation, une petite intervention par-ci, par-là, c'est bien mais c'est largement insuffisant.
Le deuxième, il est plus difficile. Il s'agit de prendre l'initiative. Alors là, ce n'est plus la même chose, car d'une part il faut avoir les moyens de cette initiative, et en particulier être implanté là où il le faut, dans les entreprises, mais aussi dans les services - pensez au tertiaire, et d'autre part bien entendu il faut laisser aux syndicats représentatifs toutes leurs prérogatives.
A mon avis, ce point à lui seul mériterait tout un débat.
J'en aurais donc terminé en vous disant que ma fédération a passé ou a dépassé le stade du découragement, qu'elle regarde résolument vers l'avenir, qu'elle a confiance en son Parti, qu'elle espère que notre convention d'aujourd'hui sera un nouveau point de départ pour renforcer, sur le plan idéologique comme sur le plan du travail militant, la première formation de gauche, la nôtre, le Parti Socialiste i
(Applaudissements)

Le président - La parole est à André Girard du Puy de Dôme.

André Girard (Puy de Dôme)

Mes chers camarades, la convention fédérale du Puy de Dôme a débattu très sérieusement des grands sujets généraux qui seront abordés cet après-midi, mais je vais m'en tenir dans le cadre du quitus ou du moins je l'espère, à des considérations apparemment plus subalternes concernant très précisément la mise en cause de la démocratie au travers du mauvais fonctionnement du Parti.
Ces considérations, ce sont celles d'un usager, d'un homme de terrain, d'un de ces secrétaires fédéraux comme beaucoup d'entre vous, voué à l'anonymat puisqu'il n'est ni parlementaire, ni membre du Comité directeur, puisqu'il n'est même pas l'un de ces faux provinciaux et de ces vrais parisiens, qui militent plus souvent place du Palais Bourbon que dans leur fédération, et aux lettres duquel on ne répond jamais... Bref, un pedzouille de province, et des plus pedzouilles puisque auvergnat.
Vivant loin des coteries parisiennes, et pour cette raison sans doute, en cinq ans de pedzouillat, il n'a jamais fait partie d'une seule Commission des résolutions, bien qu'il dirige la huitième fédération de France, et refuserait, l'ayant dit, d'en faire éventuellement partie ce soir, car bien entendu je ne viens pas ici pour réclamer la charité.
C'est aussi mes camarades, un problème et un problème démocratique important que la composition de ces Commissions des résolutions où l'on voit toujours les mêmes mandarins se coopter entre eux en faisant semblant de croire que, nous, les pedzouilles machinistes, nous n'avons rien à dire, alors que l'esprit des Commission serait sans doute changé si nous y avions accès à 50%. Car c'est tout de même nous, pedzouilles mes Frères les méprisés, les obscurs, les sans-grade, qui faisons marcher la machine avec peu de moyens, et parfois pas de

moyens du tout, car ils sont concentrés Place du Palais Bourbon, mais c'est un autre problème de démocratie interne dont tout le monde sait qu'il n'est pas aisé et pas toujours bon de l'évoquer.
Eh bien, nous ne voulons plus de Congrès ou de convention comme les dernières que nous avons vécues, et je fais allusion aussi au Congrès de Nantes, si remarquablement inorganisé, au cours duquel on nous a volé notre débat ! Cela n'a pas été dramatique pour nous qui avons connu d'autres vicissitudes, mais cela l'a peut-être été pour notre Parti, et à coup sûr pour tous ces jeunes, pour ces nouveaux adhérents qui étaient venus si nombreux, qui confrontaient pour la première fois leur rêve militant à la réalité du Parti et qui sont retournés chez eux amers, déçus, parfois révoltés, parfois, oui, désespérés, de ce qui s'y était passé, ou plus exactement de ce qui ne s'y était pas passé, je fais allusion au Congrès de ratification de candidatures, au législatives où l'on a torturé le mot démocratie pour que la bourse des valeurs à 3 contre 1, c'était la cote officielle, souvenez-vous en, on puisse échanger un... je ne citerai pas de nom, parce que je ne m'en prends pas aux camarades récupérés, mais au principe... un notable du courant 2, contre 3 X, Y et Z notables du courant 1, comme si la démocratie consistait à faire rectifier par le sommet ce que le sommet a décidé déconsidérer comme des erreurs de la base.
De cette Convention nationale, trois semaines après qu'elle ait été annoncée par la presse, les secrétaires fédéraux ignoraient encore tout au point que j'ai téléphoné pour dire que s'il s'agissait d'une fausse nouvelle, il fallait la démentir, mais c'était vrai ! Son thème, son contenu, ses modalités, quinze jours avant nous n'en savions rien, à ce point que dans certaines fédérations on n'a pas eu le temps d'organiser de convention fédérale, et que partout pratiquement les sections n'ont pu discuter, "le Poing et la Rose" étant arrivé trop tard, comme toujours, de textes destinés pourtant, comme on l'avait dit, à stimuler la réflexion des militants en vue du débat d'aujourd'hui.
C'est là un autre problème grave, avec lequel, comme un camarade l'a dit précédemment, il faut en finir, que toutes ces informations, tous ces textes qui arrivent toujours trop tard, qui ne permettent pas un débat démocratique, et qui représentent beaucoup d'argent inutilement dépensé.
Dans ma fédération, ce n'est pas parce qu'elle est auvergnate que je le dis, pour honorer nos engagements vis à vis du national nous avons triplé en trois ans le tarif des cotisations de base, 100 nouveaux francs, pour beaucoup, ce serait peu, pour certains qui écrivent humblement pour demander des délais ou des accommodements, c'est un sacrifice. Et c'est pourquoi pour moi, l'argent du Parti qui est celui des militants a un caractère sacré. J'aimerais qu'à l'échelon national on en ait la même conception.
Alors vous qui voulez, comme nous dans le Puy de Dôme, moins de technocratie et plus, de bon sens, moins d'improvisation et plus d'efficacité, moins de cumul des fonctions et plus de partage des responsabilités, moins de dirigisme du sommet et plus de participation de la base, en un mot moins de démocratie théorique et plus de démocratie réelle, je dis : "Pedzouilles de toutes les fédérations, unissons-nous !"

Collection Jean Poperen

Unissons-nous afin qu'à la manière de la parabole de Saint-Simon on donne dans la ruche Socialiste plus de responsabilité aux abeilles et moins de pouvoir à certains frelons. Je ne dirai pas comme dans l'Internationale : "nous ne sommes rien, soyons tout", mais à la façon du Tiers Etat en 1789, nous voulons seulement devenir quelque chose !
Il y a eu autrefois, mes chers camarades, une croisade des pauvres gens. Faudra-t-il, je vous le demande, organiser une croisade des pedzouilles pour la conquête de la démocratie à l'intérieur du Parti ?
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Françoise Gaspard, ensuite à François Mitterrand.

Françoise Gaspard

Je veux défendre aussi une majorité qui a un peu le sentiment d'être brimée. Il n'est pas, bien sur, dans mon propos de discuter le quitus à la Direction nationale, la direction du Parti et son Premier secrétaire François Mitterrand ont depuis le Congrès de Nantes, sans dévier un instant de la route démocratiquement déterminée par les militants, conduit le Parti dans une période difficile vers une victoire qui eut pu être incontestablement une victoire de la Gauche si le Parti Communiste l'avait voulu.
Si je prends la parole, c'est parce que je crois de mon devoir de vous dire qu'un point au moins du quitus aurait pu être discuté, et qu'aucune femme ne prenant la parole, j'ai cru que je devais le faire. Ce point, c'est l'attitude du Parti Socialiste à l'égard des femmes depuis le Congrès de Nantes, et peut-être depuis bien longtemps.
Je me suis longtemps dit que je n'interviendrais jamais dans ce Parti pour parler des femmes, et que je préférais de beaucoup parler de politique en général, et que le problème des femmes n'était qu'un des problèmes à l'intérieur de la politique, sans doute me suis-je trompée.
Je ne reviendrai pas sur le passé. Je souhaiterais simplement poser des jalons pour l'avenir.
Il faut que la Convention nationale du Parti sache aujourd'hui que des femmes à l'intérieur du Parti ressentent d'énormes difficultés à y vivre. Il faut qu'elle sache aussi que ces difficultés se traduisent par le fait que de très nombreuses femmes restent à la porte du Parti alors qu'elles pourraient y entrer si elles sentaient qu'elles peuvent être admises à part entière.
Notre Parti, nous l'avons souvent dit, doit être le lieu privilégié du dialogue entre les différences. Pour que ce dialogue entre les différences puisse exister, il faut notamment que les femmes, qui expriment l'une de ces différences dans la société civile, soient présentes dans toutes les instances du Parti.
Certes nous avons voté, à l'un de nos Congrès, puis élargi depuis, un quota qui permet aux femmes d'être présentes partout, mais il n'est qu'à regarder cette salle aujourd'hui pour voir ce qu'il en est et pour constater que les règles de notre Parti ne sont pas toujours, au moins sur ce point, appliquées.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne pense pas cependant que les règles soient suffisantes pour permettre une avancée du problème des femmes à l'intérieur du Parti Socialiste. Je pense qu'il serait inutile d'ajouter un 9ème, 10ème ou 11ème point aux propositions qui ont été faites de règlement intérieur. Il faut que le Parti sache que se dessine à l'heure actuelle, à l'intérieur du Parti Socialiste, et j'ai pu le constater dans les nombreux départements dans lesquels je suis allée au cours de la campagne électorale, un mouvement autonome des femmes Socialistes, qu'on ne s'y trompe pas, ce mouvement n'est pas une tendance oppositionnelle, et n'est pas encore, au moins si vous savez nous entendre, un nouveau courant.
Il faut que le Parti Socialiste, de façon urgente, faute de manquer à ses objectifs, définis à Epinay, accepte avec toutes les conséquences que cela implique que les femmes existent, il faut que le Parti sache que la Convention nationale du 15 janvier dernier dont Pierre Mauroy se félicitait tout à l'heure doit marquer pour nous une dernière étape d'une lutte commencée au 19ème siècle, d'une lutte féministe, d'une lutte que je qualifierai d'archaïque, que cette Convention nationale est la dernière étape d'un mouvement, et que nous ne voulons plus, nous, femmes, dans notre ensemble, entendre parler d'une convention sur nos droits. Cela doit être acquis, le problème n'est plus là. Il faut que maintenant les femmes aient leur place dans la politique.
Il faut que vous sachiez que cela se traduira sans doute, étant donné l'immense mouvement que vous négligez, que vous oubliez, que vous n'entendez pas, par des textes dans les prochains Congrès. Il faut que vous ne considériez pas cela comme une insolence, il faut que vous sachiez que cela profitera aux - Socialistes, et que la transformation de la nature de l'Etat ne se fera pas sans les femmes.
Mes chers camarades, les femmes, j'ai déjà eu souvent l'occasion de le dire et je souhaiterais que ce soit la dernière fois, sont une composante importante de la France, elles représentent 53% des électeurs. Peut-être parce que nous n'avons pas eu le discours qu'il aurait fallu avoir, ne nous ont-elles pas suffisamment entendus et compris, n'ont-elles pas suffisamment compris que le Socialisme c'était la vie pour les femmes.
Il faut que nous sachions tous que sans les femmes il n'y aura pas de Socialisme. Pour cela, il faut que vous soyez prêts, je le répète, à accepter dans les années qui viennent que les femmes à l'intérieur du Parti prennent en charge leur propre sort.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à François Mitterrand. Ensuite Casabianca.

François Mitterrand

Je serai, comme les autres orateurs, obligé de séparer - et d'une façon assez artificielle - les deux points de notre débat, c'est-à-dire de traiter ce matin, soit sous forme de réponse soit sous forme de question, des problèmes propres à la vie interne du Parti, au déroulement de son action depuis le Congrès de Nantes, à ses défaillances ou à ses réussites, et par ailleurs de traiter de l'analyse. Or, une

fraction importante des critiques sur la forme ou sur la conduite de l'action - j'en parlerai cet après-midi -tiennent, pour une proportion qui dépasse 50%, croyez-moi, à la volonté d'un certain nombre de Socialistes de remettre en question le problème sur le fond. Et à ma façon je le démontrerai. Il est commode de s'en prendre à tel aspect d'un manquement à la démocratie du Parti, quand on songe en réalité à réformer sa ligne politique.

Mais comme l'arbitraire dans l'organisation d'un calendrier est nécessaire, comme il faut bien couper en morceaux un débat qui autrement ne serait plus qu'une série de discours sur tout et rien, je m'en tiendrai au texte dont j'ai la responsabilité, mais sans oublier ce que je viens de vous dire, à savoir que la réponse finale à bien des questions posées depuis ce matin tient à l'idée qu'on se fait de la stratégie du Parti et de sa place dans la vie politique française, même bien entendu et surtout quand ce n'est pas dit. Et moi, je le dirai.

Je ne sais pas par quoi commencer. J'abord, le passé. On s'interroge sur les causes de l'échec électoral. C'est également à cheval sur les problèmes de cet après-midi, je serai donc là dessus extrêmement succinct. Davantage, semble-t-il, sur la démocratie dans le Parti, comme on dit, mais aussi sur les propositions qui ont été émises notamment tout à l'heure par Pierre Mauroy, qui ont fait l'objet de quelques réflexions de la part de ceux qui sont intervenus ensuite, sans qu'on s'y attache d'ailleurs beaucoup.

La direction qui se trouve ainsi en accusation se trouve à la tête du Parti Socialiste, d'un parti, le nôtre-de partis au pluriel, ceux qui nous ont précédés, dont nous sommes les héritiers - donc d'un parti qui dans toute l'histoire du Socialisme n'a jamais obtenu à des élections législatives un plus fort pourcentage que cette fois ci. Voilà donc située plus exactement la nature du procès. Donc, c'est le plus grave échec que nous ayons subi, en ayant obtenu le meilleur résultat ! Reportez-vous à l'histoire et à toutes les élections depuis 1905.

Mais comme ce résultat est au-dessous des espérances, bien entendu il convient de rendre compte des espérances.

Quelles étaient les vôtres ? Quelles étaient les miennes ? Elles n'étaient peut-être pas les mêmes.

Je suis le responsable principal d'une direction, et si j'entends bien le langage exprimé un peu partout, et même parfois un peu trop, dans la presse hostile au Parti par des dirigeants du Parti, je suis celui qui aurait adopté la stratégie du pouvoir à tout prix, électoraliste, étant bien entendu que moi je pense à ces choses parce que j'ai soif du pouvoir, tandis que le autres Socialistes se consacrent plutôt aux idées. La stratégie du pouvoir. Cette stratégie ayant échoué, la direction a échoué. L'un des dirigeants principaux du Parti a dit : qu'est-ce que vous voulez, nous en sommes à notre septième échec.

Le Parti, en 1969, première mouture, et en 1971, deuxième mouture, est parti d'environ 10% des suffrages.

Qui peut penser que l'engagement sur les élections législatives de 1973 pouvait être entrepris dans l'idée de la victoire ? Peut-on compter dans les échecs du Parti Socialiste le fait de ne pas avoir gagné en 1973, partant de 10% ?

Qui estimera que la victoire était à note porte à l'élection présidentielle ? Vu les résultats, on a pu le penser après, Mais avant ? La Gauche partait de 46%, un an plus tôt, après la mort d'un Président de la République, face aux meilleurs candidats dont la Droite disposait, dans des conditions que les dernières campagnes éclairent davantage, c'est-à-dire la disproportion des moyens.
Ce sont les élections de 1976 et 1977, cantonales et municipales, qui ont pu nous laisser penser à tous que si on restait fixés sur la stratégie fixée, sur les moyens établis, après tout, pourquoi n'obtiendrions-nous pas de résultats comparables ou peut-être un peu moindres, en raison du type d'élections législatives, mais nettement supérieurs aux 50%. Mais enfin, voilà les sept échecs. Bien entendu, on ajoute 1967, on ajoute 1968... Et personne, parmi ceux qui s'expriment ainsi, ne veut considérer que celui et ceux qui ont engagé cette action l'ont engagée alors qu'ils savaient qu'il n'y avait pas de stratégie du pouvoir possible, que s'il s'agissait d'aventure personnelle, le pouvoir, ils pouvaient l'avoir par d'autres moyens et dans d'autres camps où d'autres sont allés, qu'il n'était pas concevable, en 1971, qu'il fût possible à la génération à laquelle j'appartiens d'accéder d'aussi près que possible au pouvoir, que toute notre ambition n'était que de le permettre à la génération suivante. Qui aurait pu le concevoir ?
L'électoralisme ! Je veux bien qu'on en parle !
Electoralisme, stratégie du pouvoir, le temps passé à refaire un parti, une organisation, des fédérations, un programme, un financement, le temps passé à bâtir l'union de la Gauche puis à tenter de la sauver, c'est de l'électoralisme ? Les dizaines et les dizaines de colloques, de conférences, de réunions, de rencontres, de débats, c'était de l'électoralisme ? Cela, sur tous les sujets qui ont été retenus par le Parti, sur tous les sujets ! C'est le seul Parti qui ait fait des Conventions sur les droits des femmes, sur la défense nationale, qui ait rassemblé les documents sur le nucléaire, sur l'organisation de la ville... Je prends là simplement les quatre ou cinq manifestations auxquelles je me suis toujours rendu ; l'avant-dernière d'ailleurs se tenait, André Girard, à Clermont-Ferrand.
Peut-être parle-t-on de mon électoralisme personnel !
Eh bien, je vous dirai, Chers camarades, que je n'ai jamais manqué, dimanche, samedi ou lundi, fin ou début de semaine, de me rendre dans ma circonscription, depuis bientôt 32 ans que je la représente! Je n'ai jamais eu de circonstances de voyages, de familles, de vacances, où j'y ai manqué ; je n'ai jamais été absent une semaine de ma circonscription pendant les vacances. Y compris naturellement les obligations qui m'incombent à travers le Parti, les fêtes, les Congrès, associations. Je n'ai jamais manqué quatre fins de semaine partant dans ma circonscription.
Eh bien, j'y suis allé en tout et pour tout, pendant les six semaines actives de la campagne électorale, deux après-midi. Bien entendu, lorsque je faisais de l'électoralisme pour autrui ! Lequel autrui est celui qui signe aujourd'hui l'acte d'accusation !
Je vous ai, presque tous, vus sur le terrain. Vous n'aviez pas le même langage. Que d'insistance pour qu'on se déplace ! Une motion votée par une section, de

demande de contrôle, contre le Premier secrétaire, parce qu'il avait été presque empêché... il s'y est rendu... d'aller à une réunion électorale, parce qu'il y avait introduction de vol en raison de la tempête ; j'y suis allé quand même, ne voulant pas passer devant la Commission de contrôle !
L'auteur de la motion de contrôle a récemment protesté contre mon électoralisme !
Stratégie du pouvoir, électoralisme !
Vous permettez, si je n'avais pas été Premier Ministre en étant dans un autre cas, cela eut été véritablement de la ségrégation, à voir ceux qui s'y sont trouvés !
Le choix Socialiste, s'il répond à une aventure personnelle, il me semble que l'histoire a prouvé que ce n'était pas mon cas. Si c'est une histoire collective, alors, employons un autre ton entre nous. Toute critique est possible, toute critique est permise; si elle est systématique ou globale, alors, là, je vous dis : j'engage le combat au sein du Parti Socialiste, et il faudra bien qu'on s'explique.
Quantitatif, qualitatif ! J'aimerais que Pierre Joxe reprenne une partie de l'intervention qu'il a faite hier soir... - une partie, parce qu'il y en avait une autre, qui était politique, où j'étais plutôt d'accord avec lui, sur laquelle je n'ai pas engagé de discussion... celle qui consistait à dire mais le qualitatif, pour des millions de Français, il commence à partir du quantitatif. Mais quelle forme élitiste, intellectuelle, des favorisés de la fortune et de l'aristocratie de l'administration, que de penser que l'on peut jouer avec le qualitatif dès lorsqu'il manque le minimum ! (approbations et applaudissements)
Le qualitatif et le quantitatif !... Qu'est-ce que j'ai dit à Epinay, en 1977, en votre nom, dans un discours que j'avais soigneusement préparé, sinon un certain nombre de thèmes qui ont été repris, je dois le dire, dans les 160 réunions que j'ai tenues, qui; ont été repris dans plus de 100 déclarations, ce qui veut dire qu'en vérité les militants, sur place, et les candidats ont fait, à mes yeux, un travail incroyablement positif ?... C'était vivre, c'est-à-dire vivre mieux… (Ah! Oui, cela, citait quantitatif !)..., la retraite, le SMIC... Et on a beaucoup hésité sur le SMIC. Fallait-il rechercher l'électorat des classes moyennes ? Fallait-il rechercher l'autre électorat en sachant fort bien que cet électorat n'était pas le nôtre mais davantage absorbé par le poujadisme Communiste? Fallait-il tenter de plaire aux classes moyennes qui, en effet, s'inquiétaient d'avoir à payer 2400 F. par mois, en dépit des compensations que nous leur offrions ? Ou fallait-il, simplement parce qu'on était Socialiste, refuser que les salaires, en France, soient inférieurs à 2400 F, quand il n'y a pas de salaires inférieurs à 3500 F. en Allemagne et en Hollande ?
Et c'est pourtant sur les 2400 F. qu'on a vu le misérabilisme matérialiste de la campagne électoraliste menée par la direction du Parti Socialiste !
Les trois thèmes : vivre mieux, vivre autrement, vivre ensemble, ont été développés, je dois le dire encore. J'en ai été émerveillé. J'ai trouvé que la campagne menée par nos candidats - je ne dis pas cela pour flatter ceux d'entre vous qui sont là - était bonne. Quand je revenais de ces réunions, je me disais : enfin, le Parti Socialiste existe, non seulement il existe mais il a un langage et il exprime une politique et peut-être aussi une certaine idée de ce qu'est l'homme

dans la société, l'homme dans la vie.
Je ne citerai pas de circonscriptions, mais ce que je veux dire recouvre la grande majorité d'entre elles. Et le discours n'était pas un discours quantitatif, mais, bien entendu lorsqu'il commençait ou finissait par rétablir les revendications immédiates auxquelles il fallait répondre, ai-je fait autre chose que de proposer ces trois points ?
Je suis allé à Toulouse. C'était la 6ème réunion de la journée. J'étais peut-être un peu fatigué, j'ai parlé un peu trop longtemps, peut-être 1 h 1/2, ce qui est toujours le cas quand je suis un peu fatigué... 1 heure 1/2 ! Et je me suis aperçu, après, avec stupeur, ayant terminé mon discours, que j'avais oublié de parler des revendications quantitatives. Je n'ai rien dit ! Au point que plusieurs dirigeants de Toulouse amicalement m'ont dit : "Oh ! Là là, c'est ennuyeux ! M. Raymond m'a dit : "Vous n'avez même pas prononcé le mot "Aéronautique", à Toulouse, ni parlé des revendications d'informatique, à Toulouse !". C'est vrai, j'étais moi-même catastrophé. Comment ai-je pu oublier ? Voilà une distraction.
Remarquez qu'ils ont finalement eu six élus sur six... pas à cause de cela, bien entendu !
Trois jours plus tard, j'étais à Saint Etienne.
Premier cas : fédération majoritaire du Parti. Deuxième cas : fédération minoritaire.
Et voilà, je retombe exactement dans la même erreur. Cette fois-ci c'était ma 7ème réunion de la journée, il était très tard. J'ai parlé moins longtemps, je dois dire, à la satisfaction sans doute des militants, mais j'ai encore oublié les revendications quantitatives. Au point que Gardier d'émotion, m'est tombé dans les bras.
Malheureusement, là, ils ont été battus. Je n'avais pas réservé mon absence de quantitatif, naturellement, à la fédération majoritaire, pour qu'elle soit élue, et mon absence de quantitatif à la fédération de la Loire pour que les minoritaires soient battus. Je ne travaillais pas d'une façon aussi fine.
Et tous ceux d'entre vous qui m'ont entendu dans la campagne électorale m'ont-ils entendu dire autre chose ?...
Bon ! S'il faut s'expliquer là-dessus, s'agit-il de la propagande ?... D'une façon générale, c'était tout à fait nouveau, j'ai plutôt entendu des compliments sur le travail fait par le service de propagande, Seligmann, les uns et les autres, S.V.P..... Très tôt avant la campagne des modèles de tracts ont été répandus, et d'une façon générale j'ai reçu des compliments. Car enfin, jusqu'ici, c'était toujours tellement mauvais, cela n'arrivait jamais à temps. Cette fois-ci, on a pu choisir, commander, avoir cela à temps.
Il ne semble pas que ce soit ces liaisons qui aient été défaillantes. Dans une campagne électorale, naturellement, il y a toujours des erreurs.
Je ne parlerai pas de nos relations avec les Communistes, ce sera le sujet de cet après-midi. Mais l'une des critiques que j'ai le plus souvent vue en lisant les journaux, toujours, c'est la conclusion de notre action politique dans ce que plusieurs dirigeants du Parti Socialiste ont, comme la presse adverse, appelé "la mascarade du 13 mars".

Fondation Jean Jaurès

Et avec cela je vais commencer, si vous voulez, la partie de mon exposé consacré à la démocratie dans le Parti.
La mascarade du 13 mars, Chers camarades, cette mascarade a eu lieu lundi soir. Elle était précédée d'une réunion du Comité directeur. Le Comité directeur a débattu de la préparation de la mascarade. Je n'ai pas entendu un seul membre du Comité directeur me demander de ne pas m'y rendre, alors que je souhaitais ne pas le faire. Pas un seul ! Et dans la mesure où il y a eu des réserves, c'est parce que le Parti Socialiste n'annonçait pas assez de concessions pour la réunion qui allait suivre. Je défie quiconque de dire le contraire.
Bien entendu, cette mascarade est du fait de la Direction, est mon propre fait ! Je suis passé sous les fourches caudines de Marchais qui, pourtant, acceptait toutes nos propositions - on en voit la malignité. Bien entendu, ce n'était pas digne du Parti Socialiste, bien entendu, ça n'était pas non plus démocratique ! Quelle idée avais-je eu, avions-nous eu, et quels Secrétaires nationaux, d'aller dans ce piège ?
Le Comité directeur du Parti Socialiste, 131 camarades, a débattu de ce sujet, nous a demandé à tout prix d'avoir ce contact. Ceux d'entre nous, qui n'y étaient pas résolus, étaient poussés démocratiquement dans cette rencontre, et pour tenir un langage qui, de justesse, n'a pas été rempli de propositions subséquentes qui auraient permis d'alourdir le dossier.
Alors, parlons maintenant de la vie démocratique du Parti.
J'ai noté, comme cela, au hasard des interventions, dont beaucoup d'ailleurs étaient des interventions tout à fait amicales - mais parlons quand même des choses telles qu'elles sont, sans présupposer les sentiments. D'ailleurs, j'ai également le rapport Mauroy, sur lequel je peux me fixer pour mettre un peu d'ordre dans mon discours - les critiques principales ; Jean Maire les a exprimées d'une façon, je le répète, qui n'appelle aucun commentaire de ma part sur le plan affectif, car il l'a fait d'une façon très correcte, comme on doit le faire dans une Convention, c'est-à-dire sans aucune attaque personnelle. C'est d'autant plus intéressant, parce qu'il a énuméré les points qui lui paraissaient les plus sensibles. Il n'y a donc pas d'esprit polémique non plus dans ma réponse.
La désignation des dirigeants doit cesser d'être faite par cooptation. Et il reprend la proposition de Pierre Mauroy en y ajoutant ce commentaire.
Chers camarades, s'il n'y avait pas eu, en 1971, une cooptation, à l'intérieur de la proportionnelle, naturellement, - proportionnelle gouvernant les grands choix - toutes les minorités eussent été éliminées. Vous me direz : bon, ce n'est pas grave, cela...
Mais, en 1974, Jean Maire, si au moment des assises et dans le Congrès qui a suivi, à Pau, il n'y avait pas eu la règle de la cooptation, ce courant eut été totalement éliminé de la représentation locale et nationale au Parti Socialiste, et cette demande de cooptation n'a pas eu besoin de m'être présentée pour que je l'accepte, parce que je pensais qu'elle était nécessaire... mais elle m'a quand même été demandé, et a été débattue la présence d'un certain nombre de camarades non seulement des différents courants politiques internes au Parti, mais y compris avec une représentation syndicale extérieure au Parti Socialiste !

Voilà la demande que j'ai reçue !
Il ne faut donc pas, aujourd'hui, me parler de refus d'une cooptation qui, en réalité, a assuré pendant la première partie de la vie du Parti la possibilité, pour les différentes sensibilités - expression merveilleuse, alors que cela touche la sensibilité, généralement incomprise, comme provenant du cœur, le cœur qui est bien absent de ces choses !... Je ne veux pas dire par là que le siège de l'âme serait au plexus, comme le croyaient les Grecs... je ne dirai pas non plus qu'il se trouve au cerveau, parce qu'il vit beaucoup plus d'ambition que d'idéologie., je veux dire que l'idéologie, c'est un vêtement commode pour recouvrir toutes les ambitions, d'être représentées.
Alors, désignation des dirigeants par cooptation ? Eh bien, oui, c'est d'un commun accord qu'il a été décidé que, pour préserver la possibilité à ce Parti de se former, avec toutes ses composantes si variées, on arbitrerait, quoi !
Je trouve tout à fait bien qu'on cesse d'arbitrer. La proposition qu'a faite Pierre Mauroy, est-ce que vous croyez qu'il l'a faite sans que nous en ayons débattu ? J'en suis tout à fait d'accord, je le souhaite... et j'attends avec amusement les résultats, étant bien entendu que je connais comme tout le monde les défauts de tout système électoral ; il n'y en a pas de bon, ce qui est bon c'est de les changer, c'est vrai d'ailleurs sur le plan national... La première fois, ils sont bons, la deuxième fois, ils le sont moins, la troisième fois, ils sont détestables, eh bien il faut les changer, parce que les habitudes se prennent !
Ce mode de scrutin - et je suis pour - est-ce que vous croyez vraiment qu'il rend la parole à la base ?
Chers camarades, il rend la parole aux groupes actifs qui seront capables, au tiers des participants, de rayer les mêmes noms !
(Applaudissements)
Je veux dire par-là que vous serez encore obligés de recourir à une certaine forme d'arbitrage. Et pourtant, c'est le meilleur scrutin possible, parce qu'il faut surtout que la direction - surtout, et vous avez eu raison d'insister - se débarrasse en tout cas de cette responsabilité qui empoisonne le climat et laisse entendre que c'est elle qui fabriquerait les élections. Elles seront fabriquées... mais par tout le monde. Responsabilité partagée.
J'ai entendu dire qu'il fallait que le Parti cesse d'être contrôlé par les experts.
Chers camarades, je vais peut-être vous surprendre - parce que cela, c'est dans tous les articles - mais il n'y a pas d'experts ! C'est une calomnie montée de toutes pièces que de laisser entendre que les décisions du Parti seraient prises par ces fameux experts, dont personne ne serait en mesure de me dire les noms ! Il n'y a pas d'experts !
Oh ! On va préciser !... Mais si, il y a un Comité national d'experts, il figure même dans l'organigramme, de 40, 50, 60 personnes.
Qui les a animés ? Albert Gazier. Aujourd'hui, Albert Gazier - j'y étais jeudi dernier - est toujours présent, mais un peu las, un peu fatigué - et puis en même temps, quel militant modeste ! Il a laissé la place à un autre camarade qui est Jean Prouteau.
Pas une fois les experts de ce groupe, qui se réunissent le jeudi matin tous les

Fondation Jean Jaurès

quinze jours, individuellement ou collectivement ne sont intervenus dans la vie du Parti ! Pas une fois ils n'ont mis à leur ordre du jour une question intéressant la vie intérieure du Parti, et lorsque la coïncidence pouvait se produire, par prudence ou par délicatesse ils écartaient cela de leur ordre du jour!
Qui est-ce, ces experts ? Vous les connaissez un peu, ils représentent d'ailleurs tous les courants du Parti, j'avais plaisir à me trouver jeudi dernier avec Pisani, que je vois là, mais aussi avec Pierre Dreyfus… mais on ne peut pas énumérer tous leurs noms ; certains d'entre eux sont de hauts fonctionnaires, au fond très courageux parce qu'ils savent très bien que le ministre de l'Intérieur connaît mieux que moi la liste de ces experts, que semblent ignorer les Socialistes eux-mêmes !
S'il s'agit de mettre en cause ces experts-là, je dis : mensonge ! Calomnie ! Imputation calomnieuse, intolérable. Affront fait à des hommes et des femmes dont la discrétion est totale et qui prennent tous les risques de carrière parce qu'ils aiment bien le Parti Socialiste. Rien n'est jamais passé par eux de ce qu'il convenait de décider pour le Parti Socialiste. Simplement, le Premier secrétaire a quelquefois besoin d'avoir des avis de gens informés sur des sujets qu'il ne connaît pas ou qu'il connaît mal, c'est tout.
Alors, qui c'est, les experts ?
Les Commissions ? Mais les Commissions, c'est vous qui en avez demandé l'existence ! Elles sont statutaires, les Commissions du Parti.
Qui en a le contrôle ? Martinet, Secrétaire national aux études et aux recherches.
Je vais vous dire quelque chose qui va vous choquer en sens contraire. Chers camarades, depuis deux ans, je n'ai jamais été invité à participer à une seule réunion d'une seule Commission du Parti !
Alors, comment s'exerce mon impérialisme par l'intermédiaire de ces experts ?
Il y a, c'est vrai - ce doit être d'ailleurs cela, l'explication de tout - cinq camarades qui sont auprès de moi, dans l'organigramme - c'est public - qui sont chargés de m'aider, en dehors naturellement des instances élues, c'est d'ailleurs ce qui fait tout le procès.
Il y a Gérard Jaquet, auquel je demande de temps en temps d'établir des relations extérieures, en accord naturellement avec le Secrétaire international ; c'est comme cela que Gérard Jacquet a rempli les missions que je lui ai confiées auprès de tous les responsables Socialistes et Communistes d'Europe au cours de ces derniers mois.
Il y a Georges Dayan, qui vient me donner un coup de main.
Il y a Georges Fillioud, qui est là d'ailleurs uniquement pour la forme, parce qu'en réalité il est entièrement pris par son travail parlementaire et "La lettre de l'Unité", qui vient me donner un coup de main sur les problèmes de presse, à côté de Claude Estier.
Il y a Jean-Claude Goyard, qui me donne des avis sur les problèmes institutionnels et juridiques.
Et il y a Jacques Attali pour les problèmes économiques.
Voilà les experts.
S'agit-il de Jacquet ? De Dayen ? Eh bien, ce sont des élus du Parti!

Fondation Jean Jaurès

S’agit-il de Fillioud ? De Goyard ? Ils sont les élus du Parti.
Ah ! Il s’agirait d’Attali ? Mais il est membre du Comité directeur.
Ou bien serait-ce que les experts dont nous venons de parler sont en cause parce que d’autres voudraient être, eux, les experts ?...
Moi, je n’y comprends rien ! Jamais, jamais, au grand jamais, aucun de ceux dont j’ai parlé n’a pu représenter cette sorte de corps fantomatique mais si puissant - les experts -dont on vient, sans doute très sincèrement, de mettre en cause l’existence. Il n’y a pas d’expert qui soit en mesure d’intervenir, à quelque moment que ce soit, dans la vie du Parti.
La circulation de l’information.
C’est évident qu’il faut beaucoup de progrès. A l’instant, quand Girard parlait, je me suis retourné vers Marie-Jo, qui pourtant fait beaucoup de travail, pour lui demander, mais, comment se fait-il que cela arrive si tard ? Elle m’a montré les dates de départ du "Poing et la Rose", m’a montré que cela avait duré vingt-deux ou vingt-trois jours dans les cas en question... là, c’est la poste, puisqu’on a les dates de départ. Mais c’est vrai, Clermont a raison, dans ce cas il faut partir un mois plus tôt, puisque les choses sont ainsi.
Bon. C’était plus facile, en effet, d’arriver à temps pour les Journaux, les lettres, les circulaires... quand il n’y en avait pas ! Cette merveilleuse exigence des militants d’avoir de la documentation est née avec l’arrivée de la documentation !
Il n’y avait pas une feuille ronéotée du Parti Socialiste, pas une ! Y avait-il l’envoi d’un document à tous les militants ? Non ! Une fois de temps à autre ? Non, jamais ! Y avait-il quelque chose qui allait aux cadres ? De temps en temps - les cadres étant considérés comme les secrétaires de sections ou de fédérations - sous forme de circulaires.
Nous avons créé un hebdomadaire, on a créé un mensuel qui va chez tous les militants, on a créé un mensuel censé aller du côté des entreprises, on a créé une revue, d’autres revues se sont formées, on a multiplié les documents d’information, on a créé un "Poing et la Rose - Responsables"...
Ils ne fonctionnent pas comme il faudrait ? Peut-être bien, mais ils existent. Il vaudrait mieux qu’ils n’existent pas ? Poussons la logique... Eh bien ! Supprimons-les ! Mais je me permets de vous dire qu’un peu d’efforts a été fait.
La formation ?
Chers camarades, plus de la moitié des adhérents du Parti Socialiste sont adhérents depuis moins de trois ans. Nous sommes 180 000. Qui peut dire la même chose : formation de plus de 100 000 camarades en moins de trois ans, au milieu de la bourrasque des élections successives ! Et qui niera le remarquable travail accompli par les équipes de formation, autour de Gérard Delfau ?
En tout cas, moi, je crois que c’est du bon travail. A vous de dire le contraire.
Qu’on soit loin du compte ? Mais, bien entendu, c’est un travail immense, presque impossible ! Et c’est pourtant cette moitié - plus de la moitié de militants du Parti Socialiste, adhérente depuis moins de trois ans, qui est aujourd’hui, par manque de formation, la plus hérissée, attristée, dispersée, inquiète, exigeante, parce que le pouvoir, cela se gagne en dix-huit mois !

Fondation Jean Jaurès

Les tendances, mon cher Jean Maire - J'ai pris Jean Maire uniquement parce que c'est lui qui a exprimé cela de la façon la plus logique, la plus claire, mais on trouve ces critiques, ces observations, dans la plupart des interventions - les tendances ?... Mais d'accord ! Je vous en prie, allez-y ! Il faut en finir avec les tendances ? Bravo ! Aidez-moi ! C'est tout ce que je peux dire. Mais reconnaissez que la matière est délicate...
La pratique ? L'action sur le terrain ?
Eh bien, c'est évident, mais alors je vais en arriver à un point bien simple. Chers camarades, il faut se garder, en général, d'adresser à d'autres des recommandations que l'on n'applique pas à soi-même, et de reprocher toujours au Parti Socialiste de ne pas avoir fait dans les entreprises ceci ou cela. Quand on va dans les fédérations, est-ce que je demande à savoir l'état dans lequel se trouvent, la plupart du temps, les sections d'entreprise ?
Moi, je ne songe pas à vous le reprocher, c'est la différence, parce que je sais que c'est difficile.
Mais au nom de quoi tout cela se passe ?
C'est parce que s'est développée, ce que je vais dire scandalisera beaucoup - une mode qui est en même temps une habileté, une démagogie, quand ce n'est pas une mythologie qui termine en mystification, qui s'appelle tout simple ment l'appel concurrent de toutes les fractions et sous-fractions, à ce personnage déifié qu'on appelle la base.
Que vous m'amusez avec ce cantique repris pour solliciter les suffrages et plaire à celui qui incarnera la base ! Chaque militant de votre section qui se dira: je suis la base, donc je suis souverain... la concurrence de toutes les bases, étant bien entendu que le Parti n'est pas démocratique dès lors que le militant de base n'aura pas pu décider lui-même de quelle façon il s'agit de trancher entre les thèses de Gorki et Bernstein !
Eh bien, moi je dis que si on n'a pas le courage maintenant de refuser cette mythologie qui n'est qu'habileté, on livrera le Parti à l'élitisme de quelques intellectuels, vrais ou faux, qui auront toujours la réponse dans leur poche dans un langage abscons... comme on adore les idoles parce qu'on ne sait pas ce qu'il y a dedans ! C'est une lâcheté, une lâcheté intellectuelle, plus le discours est obscur, sera long, plus la séance sera longue… ce qui fera que le travailleur ira se coucher à 10 h du soir et qu'on fera voter à 1 h, 1 h 1/2 du matin, parce qu'on sait qu'on ne sera plus que quelques uns, qu'on aura lassé tout le monde et qu'on pourra se rendre maître du Parti au nom de la démocratie.
(Applaudissements)
L'élection présidentielle ? Qui en a parlé ? Moi ? Au cours de l'échange de vues dont j'ai déjà dit qu'il s'agissait d'une conversation privée avec le secrétariat, et il est rare qu'il y ait un communiqué public, cela a occupé quelques minutes d'une longue journée au cours desquels j'ai dit moi-même : "Elections présidentielles ? Il ne faut pas se mêler de cela, seulement ça a l'avantage pour nous d'être une tranche de temps, on sait qu'on a trois ans devant nous... qui ne seront pas inoccupés, ce sera la dernière partie de mon exposé... on a trois ans devant nous, c'est tout, on n'a pas parlé de candidatures... si des noms ont été

prononcés, c'est parce qu'ils sont prononcés par tout le monde et d'ailleurs légitimement, il pourrait y en avoir un quatrième, un cinquième, un sixième, mais je vous en prie, à partir de ceux qu'on cite, ne parlez pas de moi, je n'ai rien demandé à personne, je ne vous demande rien du tout... vous m'avez quelquefois demandé quelque chose ?...

Qui en a parlé ? Qui autorise qui que ce soit à écrire comme certains dirigeants l'ont fait, "s'occuper de la désignation du candidat à l'élection présidentielle est dérisoire, c'est une façon de ne pas engager le débat au fond" mais qui ?

J'ajoute que le débat au fond, c'est comme le mirage, le débat au fond... question fondamentale... les vraies questions, les vérités profondes... j'ai toute la liste... c'est comme quand on avance dans un paysage, l'horizon recule toujours, et l'intellectuel tourmenté, le militant meilleur que tous les autres militants qui s'indigne de voir que personne d'autre que lui ne pose la vraie question, il cesse son discours... l'horizon a reculé. Il n'a rien dit non plus ! Comédie ! Quelle comédie! Quel verbiage !

Les questions se font et se posent dans des termes simples, et le peuple, lui, le sait si on ne le sait pas !

Puis, sur tant de points on énumère... élection européenne, mais enfin, chers camarades, j'ai vu dans un hebdomadaire de ce matin que j'essaierais de m'approprier les idées des autres... je ne sais pas si Gérard Jaquet est là... si, je l'aperçois... il pourra vous dire qu'il y a un an, je l'ai chargé de faire un projet sur les définitions de collège et sur les méthodes d'élection démocratique des parlementaires européens. C'est vrai ou faux ? Pierre Mauroy peut dire que je lui ai demandé d'insérer le problème des cumuls, le problème des limites d'âge. Qui a demandé cela ? Quoi ! Qu'est-ce que je lis ? Qu'est-ce que j'apprends et où ?

Quels sont les autres points sur lesquels il pourrait y avoir problème ? J'ai parlé de l'élection des dirigeants, je m'en suis exprimé au début sans me gêner, je n'ai pas l'intention de le faire d'ailleurs à n'importe quel moment. Election présidentielle... élection européenne... Les tendances qu'est-ce qu'on peut dire là-dessus ? C'est bien difficile de s'exprimer... le cumul, l'âge, très bien, je suis d'accord avec tout cela... il y a autre chose encore ? Autant que vous voudrez, rien ne me gêne !

Le présidentialisme... mettre un terme au présidentialisme... C'est une nouvelle époque qui commence... un peu de démocratie dans le Parti... je cherche, cela m'est arrivé, je crois, deux fois, de faire des propositions qui n'avaient pas été élaborées par le Parti parce que j'étais pris de court par les nécessités... deux fois, vous savez, dans la responsabilité, pendant sept ans, ce n'est pas commode, quand on est sollicité constamment par l'information... La dernière fois, c'était sur le mode d'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées où pendant le débat, qui était télévisé par-dessus le marché, je me suis trouvé devant la question : quels sont les moyens d'indemnisation prévus ? J'avais bien prévu quelques années plus tôt, un mode de découpage sur vingt ans, bonne solution d'ailleurs, qui n'est pas la seule... et j'en ai proposé une autre.

Voilà. C'est la seule dont je me souvienne. Je suis revenu devant le Bureau, j'ai dit : il a bien fallu que j'improvise. Naturellement, beaucoup de nos camarades

Fondation Jean-Jaurès

pensaient que j'avais eu tort, mais il était, il est difficile de rester bouche close quand l'événement vous sollicite !
Je cherche, je voudrais compter le nombre d'heures, de journées, de semaines, de mois pendant lesquels on s'épuise à des délibérations dans des réunions collectives, au niveau national, au niveau local... le peu de vie personnelle qui reste, comme s'il y avait le militant de base que chacun flatte et puis les dirigeants qui ne seraient pas des militants.
Je disais hier soir, au Comité directeur : moi, je suis membre de la section de Château Chinon, 80 membres, c'est une commune de moins de 3 000 habitants ; mon maire adjoint est une femme, c'est elle le véritable maire de Château Chinon, j'y vais une fois par semaine ; la secrétaire est la secrétaire-dactylo du Centre Médico-social, elle n'a aucune formation intellectuelle et la secrétaire de la section est un petit entrepreneur artisan avec 4 employés, le deuxième secrétaire de section est un brancardier à l'hôpital, sans aucune formation intellectuelle. Ce sont, je peux le dire, ils ne sont pas là, des gens remarquables et des Socialistes convaincus mais je vous prie de croire qu'il y a peu de thèses du Parti Socialiste - il y a assez peu, c'est une exception à Château Chinon, d'instituteurs et de professeurs du C.E.S. dans la section, il y a un membre de l'ENA, ce n'est pas moi, qui est d'ailleurs très respectueux du sens des autres - qui pourraient être discutées de la façon dont on les pose, et elles sont rejetées comme telles. Qu'est-ce qu'ils me disent ? Ils me disent : écoutez, voyez ce que vous pouvez faire... thèse sur l'autogestion, thèse sur la défense nationale, thèse sur le nucléaire... je leur dis : mais non, je ne veux pas, je ne peux pas, ce n'est pas mon rôle.
Lequel d'entre vous ne se trouve pas dans cette situation ? Lequel, honnêtement ?
Il faut hâter la formation des militants. Mais naturellement mais vous croyez qu'ils n'ont pas une autre formation que la formation intellectuelle qui nous manque à nous très souvent, qui est tout autre chose, qui est une notion très simple de la vie, de ses difficultés, de ses problèmes, de ce qu'on espère comme ça, un peu simplement, de ce qui pourrait être fait... Est-ce que vous croyez qu'il n'y a pas beaucoup à apprendre mais cela, c'est rarement traduit dans les motions du Parti Socialiste.
Alors, je rejette l'accusation de l'impérialisme et du présidentialisme, je la rejette intégralement. Le Parti Socialiste est le Parti le plus démocratique de France. Il peut l'être davantage, sans aucun doute, d'où la nécessité de ce débat et de vos propositions... On peut améliorer.
Les 7 ou 8 points traités par Mauroy sont des progrès... Y'en a-t-il quelques autres ? Dites-le... Vous aurez raison de le dire, mais englober cela dans une condamnation générale d'un parti présidentialiste qui ne respecterait pas la démocratie en son sein, je dis que c'est faux et je considère ceux qui le disent comme des responsables politiques en face desquels je me trouve et que je combattrai au sein du Parti pour demander raison au Parti afin qu'il tranche entre nous !
(Applaudissements)

Cher Girard, avec lequel j'ai des relations tout à fait amicales, ne croyez pas que je sois en lutte avec Girard qui est mon voisin de département et de plus, de Château Chinon, ses parents étaient instituteurs, alors on a quand même des liens... mais la Convention nationale, sur les candidatures, elle a réformé - j'ai la liste ici - 5 désignations sur 450, 5 sur 450 ! Ceci pour des raisons qu'on peut apprécier différemment puisqu'il y a eu vote, mais cela a été décidé... Elle n'a pas eu à réformer, je le reconnais, la décision de Montbrison, parce que nous avons préféré régler ce problème en "fourguant" cette circonscription aux Radicaux de Gauche, mais enfin, les camarades de la base, dans leur science infuse, ayant désigné comme candidat l'assistant parlementaire du candidat de droite, on pourrait imaginer...

Un délégué - C'est un peu plus compliqué !

Le président - Tu n'as pas la parole.

François Mitterrand - Est-ce que le fait est exact ou inexact ?

Le délégué - C'est un peu plus compliqué !

François Mitterrand - Le fait est exact ou inexact ?

Le Délégué - Le camarade désigné avait fait avec l'accord du Parti...

François Mitterrand - Cela, c'est autre chose. Passons... En plus, il est très bien ce garçon, mais je veux dire simplement - on en parlera tout à l'heure - que l'on pouvait admettre que la Convention nationale put penser qu'après tout un Radical de Gauche eut été plus facile que quelqu'un qui était intrinsèquement plutôt bien, désigné par les camarades, d'où souci de la démocratie, mais dont la caractéristique intime pouvait prêter à quelques doutes, je ne peux pas en dire plus...
Il y en a eu 5... 5 Girard sur 450 !
Alors maintenant, Françoise Gaspard... je la remercie pour ce qu'elle a dit des femmes... la règle des 15%$_t$ moi j'applique toujours la règle des 20%, toujours, mais le seul point sur lequel il a été impossible de l'appliquer, cela a été pour les élections, seulement qui a désigné les candidats? Vous ou moi ? Combien de fédérations qui ont de très nombreux élus n'ont pas désigné de femmes ? Et combien, de petites qui pouvaient le faire, ne l'ont pas fait non plus ? Elles avaient des raisons sûrement, mais qu'elles ne les reportent pas sur nous, sur moi !
J'ai reçu une motion très sympathique d'une fédération qui ne l'est pas moins, je veux dire la fédération de l'Essonne, qui, par un hasard étonnant, est le seul département où je sois allé faire compagne dans toutes les circonscriptions, parce que c'était proche de Paris et parce qu'ils sont agréables à voir... Or, cette motion est celle qui met en cause la direction avec brutalité, parce qu'elle n'a

Fondation Jean-Jaurès

pas su faire respecter la règle des 20% qui n'est pas la règle encore -pour les femmes. Très bien. Mais il se trouve que c'est un des rares départements où la Direction a fait en sorte d'indiquer que d'office, l'une des circonscriptions devrait avoir une femme comme candidate, seulement, devant la révolte générale de cette fédération, nous avons reculé !
C'est elle qui nous envoie la motion.
Voilà pourquoi, chers camarades, je vous demande vraiment de dépasser un peu tout cela pour redevenir tout de même des gens qui savent ce qu'ils font, avec un peu plus de hauteur de vue, et sans essayer de glisser entre nous ces différends inutiles, ces procès d'intention.
Quant au projet lui-même, eh bien le projet - ce sera ma conclusion sur ce sujet là - je souhaite qu 'il se déroule non pas simplement d'après le calendrier que vous allez adopter, qui figurait dans le rapport de Pierre Mauroy, mais je voudrais apporter quelques précisions!
Nous avons les élections européennes en juin 1979, les élections cantonales en mars 1979, les élections sénatoriales en 1960, je croîs ou quelque chose comme cela, les présidentielles en 1981.
Les élections ont beaucoup mobilisé le Parti, sans qu'on y soit pour rien, c'était le calendrier électoral, on l'a déjà dit : 1973, 1974, 1976, 1977, des élections partielles, ceci, cela... on n'en sort pas. Cette fois ci, il y a un petit peu de calme, bonne circonstance pour travailler à mettre à jour notre projet.
Nous en avions un, c'était celui d'Epinay, exprimé dans des textes brefs et simples, pas suffisants, mis au clair avec le programme Socialiste de la Convention nationale de Suresnes en mars 1972. Puis le programme commun est intervenu, on en parlera cet après-midi, et il est vrai que le programme commun a d'une certaine façon pris le pas sur le programme Socialiste au point, bien souvent, par discipline d'union de la Gauche, de gêner un peu l'affirmation particulière du Parti Socialiste, et après tout, le Parti Communiste - c'est un reproche que nous lui avons fait - nous n'avons pas voulu le couvrir. Nous en reparlerons cet après-midi, c'est un grand sujet de discussion.
C'est vrai, six ans ou sept ans après, il est grand temps que le Parti Socialiste sache comment son projet peut aujourd'hui s'insère dans le devenir national et international Très bonne idée.
Sous quelle forme ? Alors, de nouveau, le "basisme". Le basisme idéal, chers camarades, c'est de dire : à partir de la semaine prochaine, les sections sont mobilisées pour faire le projet Socialiste, sans avoir reçu de projet préalable qui est déjà une offense à leur liberté de choix. C'est cela, le schéma idéal. Si vous voulez le faire, décidez-le, et à Château-Chinon comme dans les milliers de sections de France, on va se mettre au travail pour rebâtir le projet Socialiste.
Cela se traduira comment ?
Je vous l'ai laissé pressentir tout à l'heure, un ou deux membres de la section de Château-Chinon ayant poursuivi leurs travaux de préférence ailleurs, faute de trouver dans les bibliothèques de Château-Chinon toutes les réponses aux questions posées, apporteront un projet tout fait qui sera accueilli avec délivrance, soulagement et gratitude !

Fondation Jean Jaurès

Bien entendu, comme à Château-Chinon n'y suis, les choses ne peuvent pas se dérouler aussi commodément qu'ailleurs ! Ailleurs, il y aura trois ou quatre concurrents, c'est-à-dire que ce seront les mêmes, représentant les mêmes courants, représentant la même élite, les mêmes intellectuels, qui débattront jusqu'à 4 heures du matin entre eux, tous les autres étant partis, sur le projet Socialiste !
Mais sur le plan du schéma, pas de projet.
Si je me mêle de dire : eh bien il faudrait envoyer quelque chose, quand même, des questions au moins, pas des réponses, mais des questions - c'est déjà beaucoup parce que souvent la façon de poser les questions, on le sait dans les sondages, est une façon d'amorcer les réponses -, est-ce qu'on doit s'y risquer ?
Alors, on le fait ou on ne le fait pas ?
On ne le fait pas ? Moi je veux bien, attendez les réponses. On le fait ? Alors dans ce cas là, prenons des garanties. Cela consiste à poser des questions en disant aux camarades des sections qu'ils ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions, qu'ils choisiront celles qu'ils voudront.
Cela veut die que sur un certain nombre de thèmes touchant la vie économique, sociale, institutionnelle, internationale, culturelle, on pose des questions, et le cas échéant plusieurs questions, antinomiques, au moins pour qu'on sache de quoi on parle.
Cela peut en effet être fait par une Commission de travail, si vous le voulez. Cette Commission de travail doit être composée de peu de personnes, et ce peu de personnes doit être représentatif de tous les courants. Je vous dis tout de suite que j'en prendrai personnellement la responsabilité, si vous décidez de procéder ainsi. Mais il faut que ce travail de proposition de questions soit parti dès le premier juillet, sans quoi tous les délais que nous avons fixés seront rapidement forclos.
Puisque cela suppose que les militants, sur des questions sans esquisse de réponse autre que celles qu'apporteront les commis voyageurs des courants, seront dans le bleu ou dans le noir, je ne sais pas comment dire, il faudra parler de tout... enfin ils auront bien le droit de ne parler que de quelques choses, et ce sera d'ailleurs intéressant comme sondage, de savoir quels sont les sujets de préoccupation principaux des militants, quelles sont les questions auxquelles on répondra le plus.
Mais vous savez, les sections ne vont pas beaucoup travailler avant septembre, et pour rebâtir le monde Socialiste, si elles répondent à toutes les questions auxquelles nous n'avons pas encore répondu... Parce que, si on y a déjà répondu, alors permettez, faisons l'économie de toutes ces histoires ! Cela veut dire qu'il y a des choses auxquelles on n'a pas encore répondu, des sujets encore inexplorés.
Quels sont les sujets inexplorés ?
Je vous signale qu'il y a une terre très inattendue, à la frontière du Canada et des Etats-Unis d'Amérique, juste au nord de Seattle, où il y a encore des explorateurs qui cherchent des terres dans lesquelles l'homme n'a pas mis le pied, il y en a aussi à la frontière du Libéria et de la Côte d'Ivoire.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien allons-y ! Mais tout ce qui n'a pas été exploré, mettons-le au net. Exiger des sections qu'elles vous remettent cela au bout de quinze jours, c'est un peu excessif; donnons-leur le temps. Donc elles commencent à travailler en fait en septembre, avec les vacances, parce que ce n'est pas que les travailleurs en question partent en vacances tous au mois d'août, non, mais c'est parce que ceux qui veulent que les motions soient faites d'une certaine manière, eux, ils y sont ! Alors il faut attendre qu'ils reviennent...
Ils reviennent. Donc on commence en septembre. Octobre, novembre... si vous n'avez pas le retour avant le 15 novembre, votre système est grippé. Pourquoi ? Parce qu'il faut que cela revienne pour la décision politique. Mais avant la décision politique, il faut bien qu'il y ait la synthèse ou plusieurs thèses, ce qui veut dire que si la totalité des cahiers de doléances vous sont retournés aux alentours du 15 novembre, il faudra bien un mois ou un mois et demi pour des bourreaux de travail et des encyclopédistes pour arriver à mettre au net l'ensemble des propositions avant le premier janvier
Pendant le mois de janvier il faudra que les camarades soient saisis, cette fois ci du haut, des projets politiques qui leur seront soumis, concurremment s'il y en a plusieurs, pour décision politique à la Convention nationale extraordinaire avant le 15 février.
Alors double aller et retour...
Supposons qu'on ait tenu ces délais. Vous ne pouvez pas faire cette Convention nationale après le 15 février puisqu'il y a les élections cantonales, ce n'est pas très mobilisateur, mais quand même il faut les faire sérieusement.
D'autre part nous sommes tenus par les statuts à un délai de trois mois de préparation d'un Congrès ordinaire, donc plus tard vous arrivez à cette Convention nationale extraordinaire, plus vous reportez le Congrès. On aurait pu imaginer faire les choses en même temps, et c'est une idée qui m'avait intéressé, mais on n'a pas retenu cette idée de faire les deux la même semaine.
A partir de là, disons premier février, si on le tient, mars, avril, mai, vous ne pouvez pas faire le Congrès national avant début mai.
Alors quand on dit fin avril, eh bien on confond déjà un peu l'expérience et la réalité!
Voilà, chers camarades, comment les choses se présentent dans la pratique.
Je veux simplement vous dire que je m'occuperai personnellement de la chose, et je prendrai en tant que Premier secrétaire la responsabilité de cette Commission à laquelle je participerai. Je souhaite que tous les courants se fassent représenter par des camarades, les différentes nuances de pensée, c'est tout à fait nécessaire.
Quant à l'organisation intérieure du Parti, puisqu'il semble qu'on aille vers une prorogation des dispositions statutaires jusqu'au prochain Congrès, notamment quant à la représentation parlementaire, je veillerai à ce qu'il y ait quelques réformes pratiques dans l'organisation du Parti, et je concéderai à cinq ou six d'entre vous tout de suite, notamment à Clermont, à Gérard, qui n'ont pas raison dans tout ce qu'ils disent mais qui ont raison sur le fond de leur réaction, que la plus grande difficulté pour nous, et que nous n'avons pas dominée encore, c'est

la circulation de l'information. Je dirai que non pas du tout à cause des délais ou de l'exécution des organismes centraux mais par des habitudes généralement prises par nous tous, c'est le point le plus faible de tous, je veux dire sur le plan de la vie démocratique du Parti. Il faut y remédier.
J'ai l'intention - c'est la seule chose que je vous indiquerai en Convention, ce n'est pas la peine de se perdre dans le reste - j'ai l'intention... Vous savez que jusqu'ici, vous l'avez peut-être oublié ou vous ne le savez peut-être pas, en tant que Premier secrétaire je m'étais attribué la responsabilité de la formation qui avait besoin de très gros efforts. C'est pourquoi Gérard Delfau a le titre de Secrétaire national adjoint bien que ce soit lui qui fasse le travail, mais j'ai l'intention cette fois ci de me charger des entreprises...
(Un délégué siffle)
Eh ! Oui ! Et j'espère que vous pourrez siffler non pas avec admiration, mais avec surprise !
J'ai donc l'intention de m'occuper moi-même du secteur des entreprises, et de créer immédiatement les organismes adéquats qui ne perdront pas le mois de mai avant de se mettre au travail.
Voilà, chers camarades. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la bonne organisation de la Convention et les nécessités matérielles demandent que nous interrompions maintenant ce débat. Il y a encore six intervenants.
A 15 heures précises, reprise de la Convention sous la présidence de Gaston Defferre.
La séance est suspendue.

Coll. Fondation Jean Jaurès